



POLITIK

« La dernière alarme »

La gauche française a été ébahie par sa propre victoire. Or, dans les circons voisines du Luxembourg, le RN progresse. Reportage des soirées électorales à Hayange et Fameck

„Sozialer Sprengstoff“

Der „Loyersdeckel“ von 1955 soll bald ausgedient haben. Dabei hat er erst kürzlich gezeigt, dass er in bestimmten Fällen nützlich sein kann

Freie Bahn den Tüchtigen

Auf der Foire Agricole spielte auch Politik eine Rolle. Jedenfalls ein bisschen

WIRTSCHAFT

Coûts de luxe

Quand les dépenses en mobilier de bureau pour les ministres interpellent jusqu’à la responsable du ressort

FEUILLETON

« Le skate est une activité presque sacrée »

Le skate board entre aux Jeux Olympiques. L’occasion de parler avec Dan Luciani, pionnier du genre au Luxembourg



ÉDITO

Schulden

IIII Pierre Sorlut

Lundi sur *rtl.lu*, Luc Frieden (CSV) s’est dit « content » que l’extrême droite n’ait pas gagné aux élections législatives françaises la veille, dans un scrutin qui lui avait été promis par les sondages. Le Premier ministre explique la popularité du Rassemblement national, mouvement politique raciste qui n’a jamais accédé au pouvoir, par la « peur que les gens ont de toute une série de problèmes » que les partis en responsabilité « n’ont pas su résoudre correctement » : « Dat ass Migratiounen. Dat ass op verschidde Plaze vläicht d’Kriminalitéit ». Comme le Rassemblement national, le Premier ministre rapproche l’immigration et l’insécurité. Le lien de causalité n’est pas formulé, mais la proximité syntaxique légitimise la cause politique du parti d’extrême droite et l’enracine dans le jeu démocratique. Comme l’ont fait Emmanuel Macron et ses différents gouvernements depuis 2017.

Parallèlement, comme le président français et ses disciples, Luc Frieden continue de placer le Rassemblement national et La France insoumise sur le même niveau d’infrequentabilité : « Et wëll jo kee mam RN schaffen, mä déi meescht wëllen och net mat der France insoumise schaffen, déi jo Member ass vum Nouveau Front populaire ». Le Premier ministre exclut de facto la gauche et réduit considérablement, et de manière insidieuse, l’espace politique dans lequel le débat démocratique peut s’exercer aux « Leit vun der Mëtt, déi Leit, déi Wäerter awer deelen, déi wichteg sinn an net d’Extremer ».

Comme l’écrit Franz Fayot, député et ancien ministre socialiste, sur X mardi, cette mise hors-jeu de la gauche traduit la crainte chez Luc Frieden et Xavier Bettel que les revendications du Nouveau Front populaire remettent en question la doxa néolibérale sur laquelle le CSV et le DP basent leur plan pour le Luxembourg. Est visé ici le diktat du discours austéritaire, cette théorie de l’ordo-libéralisme allemand transformant la vie politique et sociale en une entreprise. Tout le monde est libre de croire ce qu’il a envie de croire, que cela soit de bonne foi ou parce que cela sert ses intérêts. Mais répéter par médias interposés, que le champ des plausibles, la marge de manœuvre politique légitime, se réduit au centre et à la droite est dangereux. Surtout que ce procédé ne se limite pas à la seule tête du gouvernement luxembourgeois. Quand François Mitterrand a été élu en 1981, la classe politique européenne ne s’en est guère émue. À l’exception du président de la Commission européenne, Gaston Thorn (DP), qui a fustigé après le scrutin que le socialiste ait hérité des voix du Parti communiste. Or, les 110 propositions qui constituaient le programme de Mitterrand affichaient une tout autre radicalité que le programme du Nouveau Front populaire. Étaient promis un nouvel ordre économique mondial, une relance de la production nationale (avec un vaste programme de grands travaux publics), une nouvelle croissance (via notamment les nationalisations de grands groupes, y compris bancaires), etc. L’alliance des partis de la gauche française propose aujourd’hui une société plus démocratique (sixième république), plus verte (plan d’investissement), plus juste (taxer les milliardaires et les grandes entreprises) et plus inclusive. Mais pas réellement de Grand Soir.

Forcément, cela coûterait un peu d’argent et passerait par une (nouvelle) réforme du Pacte de stabilité et de croissance européen, carcan budgétaire du Vieux continent qui est censé prévenir contre un endettement excessif des États membres, voire de l’émission monétaire (possiblement par l’annulation partielle de dette souveraine). Ce qui effraie les néolibéraux évidemment tant ces initiatives menace(raie)nt, à leurs yeux, la stabilité de la monnaie et la paix sur les marchés financiers. Ces débats entre partisans de la dépense et de l’austérité convoquent le souvenir de l’Allemagne d’Heinrich Brüning. Le chancelier, allié aux partis du centre, avait mené entre 1930 et 1932, une politique déflationniste, pour restaurer le pouvoir d’achat de la monnaie, contrairement aux préconisations de John M. Keynes qui, de l’autre côté de l’Atlantique, a inspiré le New Deal de Franklin D. Roosevelt. L’on sait que la rigueur (et les indemnités de guerre) a favorisé l’arrivée au pouvoir de l’un des pires régimes totalitaires de l’Histoire. Pas question de caricaturer. Juste rappeler que, dans la nécessité, l’on trouve des solutions coûte que coûte. Et qu’en l’espèce, déclasser tout un courant de pensée, sert peut être à court terme, mais certainement pas à un horizon plus lointain. ●



Politik

« La dernière alarme »

IIII Bernard Thomas

Ce dimanche, la gauche française a été ébahie par sa propre victoire. Mais dans les circons voisines du Luxembourg, l'extrême-droite renforce son hégémonie. Reportage des soirées électorales à Hayange et à Fameck



Devant la salle des fêtes à Hayange, en attendant les résultats

Étrange décalage, ce dimanche soir à Hayange. Dans la grande salle des fêtes Le Molitor, les résultats provisoires de la 8^e circonscription de la Moselle, qui regroupe une dizaine de villes-usines de la Vallée de la Fensch ainsi que les communes aux portes de Belval, sont projetés. Bureau de vote par bureau de vote, la tendance se confirme : Le député sortant du Rassemblement national, Laurent Jacobelli, l'emporte confortablement sur sa concurrente du Nouveau Front populaire, Céline Léger. (Le score final sera de 54,4 contre 45,6 pour cent.) Or, peu avant 20 heures, les premières prévisions se répandent comme une traînée de poudre. « C'est une catastrophe », s'écrit un membre du RN. Tous les regards se tournent vers les smartphones. Stupeur. La gauche est arrivée en tête au niveau national. « Je suis dégoûté », lâche un sympathisant RN. « Un jour ou l'autre, il faudra casser le jouet », dit un autre. À 20 heures 15, on sert des flammekueches aux militants et sympathisants dépités. La soirée sera courte.

Une soixantaine de personnes, pour la plupart assez âgées, se sont déplacées à la soirée électorale du RN. Beaucoup de fans du maire de Hayange, Fabien Engelmann, dont les retraités louent « la générosité » et « la gentillesse ». Une habitante sexagénaire de Thionville fume une cigarette sur les escaliers extérieurs menant à la salle de fête : « Je

veux que ma France reste ma France. Je ne supporte pas qu'on nous rabaisse », dit-elle, précisant qu'elle a vécu pendant quarante ans en Nouvelle-Calédonie. « Eux n'ont jamais été au pouvoir, on ne peut pas les juger », dit un autre sympathisant. À l'intérieur du Molitor, un formateur en machines évoque la question de l'insécurité. Grâce au maire RN, dit-il, Hayange serait « propre », il y aurait de « l'ordre ». Il se définit comme « gaulliste », et exhibe deux croix de Lorraine qu'il porte autour du cou et au poignet : « Aux élections de 1968, on en dessinait avec mon père sur les autoroutes ». Il est attiré par le discours anti-immigrés du RN : « Les étrangers », dit-il, toucheraient les allocations familiales, alors que « les Français » n'auraient droit à « rien ». Alors que le RN affiche son hostilité envers les binationaux, ce sympathisant explique que sa femme, qui a travaillé au Grand-Duché, a obtenu la nationalité luxembourgeoise « par rapport à ses grands-parents », c'est-à-dire par recouvrement.

Un étudiant se tient près du bar. Habitant Volmerange-les-Mines, il se définit comme « militant identitaire », défendant la « civilisation occidentale » contre « l'islamisation de la France ». « La droite libérale est

[...]

[Suite de la page 3]

une trahison », estime-t-il, et d’avancer deux exemples : « De Gaulle n’était pas libéral, l’Action française était antilibérale ». Il serait par ailleurs membre d’Eros, « un collectif d’homosexuels patriotes ». (Le site web de ce mouvement fustige « les dérives idéologiques woke et LGBT ».) La France insoumise (LFI) revient dans de très nombreuses conversations comme le nouveau péril rouge. « Ce n’est pas un comportement de Français », dit un sympathisant du RN, se référant à l’eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan qui avait porté un keffieh au soir du premier tour des législatives. « Mélenchon, c’est un fou », lance un autre.

Cinq kilomètres plus loin, dans la ville de Fameck, on ressent un énorme soulagement. Une vingtaine de militants du Nouveau Front populaire se sont retrouvés dans une minuscule salle communale, en bordure d’une cité ouvrière. Il s’agit du noyau dur de la campagne de Céline Léger (LFI) : La plupart sont jeunes, et certains travaillent au Luxembourg. On sert d’ailleurs des Bofferding et des Battin à la soirée. « Cela a été la dernière alarme », lâche un jeune militant. Gabriel Attal paraît à la télévision, évoquant « les extrêmes ». Quelqu’un s’écrie : « Il parle de nous ! Lui, c’est l’extrême-centre... »

La plupart sont membres de LFI, certains se définissent « plutôt verts » ou à gauche du PS. « Il faut qu’on reste soudés », exhorte un des jeunes militants. Ils ont derrière eux trois semaines de campagne très intensive. « Dès que j’arrivais à la gare, je passais un coup de fil : ‘Vous êtes où ? Je vous rejoins !’ », relate un technicien travaillant au Kirchberg. Boîtages, tractages et surtout d’innombrables portes-à-portes. « Dans certaines maisons, on entendait littéralement CNews en arrière-fond », relate un militant, se référant à la chaîne de télé très droitière du milliardaire Vincent Bolloré. « Dans trois jours, on ne sera plus là, mais CNews sera toujours allumé. C’est compliqué de lutter contre ça... » Jointe mardi, la candidate défaite Céline Léger évoque « un travail de longue haleine » contre l’extrême-droite : « Cela se construit escalier par escalier, pas par pas. » Et d’ajouter : « On l’entend encore souvent : ‘Vous, on a déjà essayé’ ». Elle-même ferait partie de cette génération « qui a grandi avec la même tradition ouvrière et les mêmes trahisons de la gauche ».

Dans la Vallée de la Fensch, le RN a atteint 46,4 pour cent dès le premier tour, alors que le NFP n’avait réuni que 29 pour cent des suffrages. La campagne de proximité a réussi à resserrer l’écart, mais pas à inverser la tendance. À l’arrivée, 4 288 voix séparent Céline Léger du député sortant, Laurent Jacobelli. L’ancien directeur des programmes de TV5 Monde, parachuté en 2022 dans la Lorraine mosellane, est un poids-lourd de la scène politique. En amont des européennes, il a été nommé porte-parole de Jordan Bardella, et a fait le tour de tous les plateaux télé ces derniers mois. L’assistante sociale Céline Léger a,

Hayange et Fameck sont deux villes voisines. Dans la première, le Rassemblement national totalise 63,7 pour cent des voix ; dans la seconde, le Nouveau Front populaire obtient 60,8 pour cent

quant à elle, dû griller l’intégralité de ses jours de congé pour se jeter dans une campagne express.

Les communes rurales et les cités pavillonnaires ont majoritairement plébiscité le RN. Martine Étienne, la députée LFI non-réélue de la 3^e circo Meurthe-et-Moselle (autour de Longwy), donne son « ressenti » de nombreux échanges qu’elle a eus durant la campagne et dont la teneur xénophobe lui a « vraiment fait peur » : « Soit, ils disent tout de suite ‘la racaille dehors’ ; soit, ils le disent après un certain moment ». Le Nouveau Front populaire a tenté d’expliquer que de nouvelles recettes pourraient être générées en taxant « les superprofits » ou « les plus riches ». Mais sur le terrain mosellan, un grand nombre d’électeurs n’auraient plus été convaincus par ces arguments, regrette une militante. Du coup, le débat se serait déplacé sur la question des allocations familiales. Une concurrence entre pauvres qui a déchaîné les ressentiments contre les « immigrés ».

Dans la 8^e circo de la Moselle, la gauche ne résiste que dans trois communes. Au Nord, c’est quasiment tout le Pays Haut Val d’Alzette qui a voté RN. Que ce soit à Rédange, Aumetz, Boulange, Ottange ou Russange, pourtant tous

des communes situées directement aux portes du Luxembourg (entre Esch et Rumelange), la vague RN a tout emporté. Seul Audun-le-Tiche, ancien bastion communiste, a tenu le coup. Si la commune reste ancrée à gauche (56 pour cent au second tour), le phénomène d’érosion y est pourtant nettement perceptible. Au premier tour, Laurent Jacobelli a ainsi eu la satisfaction d’arriver en tête dans cette commune qu’il aime désigner « République soviétique socialiste d’Audun-le-Tiche ». « C’est jouissif », s’exclamait-il lors d’un meeting électoral. Le député RN visitait la maire Viviane Fattorelli (par ailleurs professeure de français au Lycée Schengen) qui avait refusé d’accueillir une permanence électorale du RN dans sa commune.

Plus au Sud, dans le Val du Fensch, seules Uckange et Fameck ont voté à gauche. Dans ces deux villes ouvrières, marquées par les cités HLM, le NFP atteint soixante pour cent, ce dimanche. On retrouve la même dynamique à Mont-Saint-Martin (3^e circo de la Meurthe-et-Moselle), où la gauche engrange 65,5 pour cent des voix ce dimanche. Ce sont des villes qui comptent une large population issue de l’immigration maghrébine et turque. L’ex-députée Martine Étienne y voit « le revers du vote [RN] des autres ». Les personnes racisées auraient « bien senti le danger pour eux ». Laurent Jacobelli, en a fait l’expérience lors d’une action de tractage au marché de Fameck. Un habitant du quartier l’avait vivement pris à partie : « Tu viens chercher des voix chez les musulmans et tu critiques les musulmans toute la journée. Tu vas chez Hanouna et compagnie, et tu viens chercher des voix ici ? Prends-toi ça [le tract RN], et tu te le rentres dans les fesses ». La vidéo avait fait le buzz sur les réseaux sociaux. Alors que LFI se voit régulièrement accusée de « communautarisme », voire d’« antisémitisme », *Le Canard Enchaîné* relève cette semaine « le travail de maillage des militants Insoumis autour des luttes contre le racisme et les violences policières, ou de la solidarité avec la Palestine, [qui] a permis de retisser les liens politiques souvent effilochés » dans les quartiers populaires.

À Fameck, à une centaine de mètres de la soirée électorale du NFP, un quadragénaire prend l’air ce dimanche soir. Il dit travailler comme cadre dans une banque de l’autre côté de la frontière. « Au Luxembourg, on m’a toujours donné ma chance. On ne m’a jamais sorti le prétexte que j’étais fils d’immigrés marocains. » En amont des élections, il aurait longuement discuté avec sa femme, frontalière comme lui, s’il ne fallait pas mieux déménager au Grand-Duché, « pour l’avenir des enfants ». « On sent un racisme qui était sous-marin et qui remonte aujourd’hui à la surface », dit-il. Une demi-heure avant l’annonce des résultats, un binational franco-algérien exprime le même sentiment devant la mairie de Hayange : « J’ai peur ; peur de la réaction des autres et peur de la mienne ». Le narratif d’un RN normalisé, il n’y croit pas : « La vitrine a changé, mais la boutique, c’est toujours la même ». Il a travaillé dans le secteur de la sécurité et du nettoyage au Luxembourg. Dans ces équipes « cosmopolites », il aurait « ressenti beaucoup moins de racisme » qu’en France : « Rien à voir. C’est le jour et la nuit ».

Bulletins de vote de la huitième circo de la Moselle



Sven Becker

Alors qu’une nouvelle déconfiture semblait quasi-inéluctable entre le Val de Fensch et le Val d’Alzette, la perte du Pays-Haut de Longwy a été ressentie comme autrement plus douloureuse pour la gauche. Ce dimanche, le RN a remporté la 3^e circo de Meurthe-et-Moselle, qui inclut les anciens bastions communistes et cégétistes Longwy et Villerupt. Le « barrage républicain » a cédé : Ni la candidate Ensemble ni le candidat LR n’avaient voulu donner de consigne de vote. Au soir de sa défaite, la députée sortante LFI, Martine Étienne, leur a attribué la « lourde responsabilité que le fascisme soit élu dans cette terre de gauche ». Au premier tour, l’ancienne postière n’avait réuni que 28,5 pour cent des voix, alors que son concurrent RN atteignait les 43,5 pour cent. La pente était donc rude. Durant l’entre-deux-tours, la centrale de LFI dépêcha une trentaine de jeunes militants parisiens dans le Pays-Haut. À Paris et en Seine-Saint-Denis, la gauche avait remporté de nombreuses circons dès le premier tour. La tâche s’avérait plus ardue en terre lorraine, loin des quartiers populaires (ou bobos). C’est par réflexe antifasciste que Florence Weimerskirch, une militante gauchiste eschoise, a donné un coup de main pour les portes-à-portes. Elle se dit impressionnée par le déroulement hyper-structuré mais également par « l’immense enthousiasme » de la campagne : « Ech si mir virkomm wéi bei der LCR, wéi ech 16 Joer al war. » Les équipes s’engouffraient dans des immeubles de huit étages, quatre logements par palier, sonnant à toutes les portes. « À Thionville et à Longwy, j’ai vu des logements dans un état... souppes hu mir zu Lëtzebuerg net. »

Et pourtant, c’est le candidat RN Frédéric Weber qui a fini par remporter la circo avec 53,6 pour cent de voix. En 2012, l’infirmier chez Arcelor-Mittal avait acquis une notoriété nationale en tant que syndicaliste (CFDT puis FO) menant la lutte pour sauver le site de Florange. La mise sous cocon des deux hauts-fourneaux, il la vivra comme une trahison de la gauche, rappelant les « fausses promesses » du candidat socialiste à la Présidentielle François Hollande. Présentée par le RN comme preuve d’ouverture, la nouvelle recrue en a illico adopté les points programmatiques, y compris la préférence nationale. Dans un portrait que lui a récemment dédié *La Croix*, Weber évoque l’immigration, disant craindre ceux qui veulent « changer notre mode de vie », et s’offusquant de ce « res-tau pakistanais qui ne vend pas d’alcool ».

Le vote frontalier reste difficile à cerner. Alors que les communes longeant Rumelange, Esch-sur-Alzette et Belvaux votent RN, la situation change quelques kilomètres plus loin dans la 3^e circo de Meurthe-et-Moselle. Les petits bourgs en face de Differdange et de Rodange (Longlaville, Saulnes, Herserange, Hussigny-Godbrange) placent le NFP en tête. Le phénomène est encore plus prononcé dans la 9^e circo de la Moselle qui inclut le canton de Cattenom. La députée sortante macroniste, Isabelle Rauch, surperforme dans ces anciens villages ruraux métropolisés par le « Grand Luxembourg ». Alors que le salaire médian disponible par unité de consommation se situe entre 18 000 et 20 000 euros dans les villes de Longwy, Hayange ou Fameck, il dépasse les 40 000 dans des villages comme Évrange et Hagen (en face de Frisange). Sans surprise, ces voisins immédiats ont préféré la candidate Ensemble au candidat RN, que ce soit à Hagen (75,5%), Zoufftgen (70,4%), Kanfen (67%), Mondorff (65,6%), Évrange (63,9%), Volmerange-les-Mines (61,9%) ou Hettange-Grande (61,4%). C’est que quasiment tous les habitants travaillent au Grand-Duché, souvent comme cadres. Le frontiste Baptiste Philippo, directeur RH de la ville de Hayange, n’a pas réussi à convaincre les frontaliers.

Plus on s’éloigne de la frontière, plus l’image se complique. En 2022, le géographe Mark Bailoni rappelait dans la revue *Hérodote* que « l’effet frontière est particulièrement déstabilisateur dans ces territoires désindustrialisés », pointant la saturation des transports et l’explosion des prix immobiliers. Martine Étienne estime, quant à elle, qu’il y aurait eu « beaucoup d’abstention parmi les frontaliers » du Pays-Haut : « Pendant les portes-à-portes, certains m’ont carrément dit que cela ne les intéressait pas, puisqu’ils travaillent au Luxembourg. » En septembre dernier, alors qu’elle était encore députée, Étienne avait déposé une résolution à l’Assemblée nationale demandant l’introduction d’une rétrocession fiscale de la part du Grand-Duché (à hauteur de « 3,5 pour cent des salaires bruts ») au bénéfice des collectivités frontalières. Celles-ci se transformeraient « en cités dortoirs où se mêlent précarité des travailleurs locaux et aisance financière des résidents frontaliers ». De nombreuses collectivités locales seraient « dans l’incapacité totale de redévelopper certaines friches, d’assurer le bon fonctionnement de leurs services publics ou de maintenir à flot leurs écoles et leurs hôpitaux ».



Dans la salle des fêtes à Hayange, ce dimanche soir

Aux yeux des Insoumis, le désengagement de l’État et la désertification des services publics ont favorisé la poussée de l’extrême-droite dans les territoires marginalisés. La prise de Hayange par le RN en 2014 en livrerait une illustration : Des services de l’hôpital, dont les urgences, venaient d’y être fermés. Cela fait dix ans que Hayange est présentée comme « ville-vitrine » du RN en Moselle. Son maire, Fabien Engelmann, un transfuge de la CGT et du Nouveau Parti anticapitaliste, a été élu avec un peu plus d’un tiers des voix en 2014, à l’issue d’une quadrangulaire. Miné par une guerre locale d’égos, le « barrage républicain » s’était rompu, rendant possible la déferlante RN. Engelmann avait axé sa campagne sur la lutte contre « la mendicité agressive », jouant sur les ressentiments contre les réfugiés. Ses débuts à la mairie ont été marqués par des coups de provoc. Quelques semaines après son élection, il a publié une autobiographie intitulée *Du gauchisme au patriotisme*. L’ouvrage est rempli de clichés colonialistes et islamophobes. On y lit notamment : « L’Algérie doit tout à la France. [...] La France leur a donné leur indépendance [...] en leur faisant don d’un pays très riche qui n’était avant leur venue qu’un désert sans peuple défini. » Engelmann y évoque également « le dogme mahométan très offensif, dangereux pour la démocratie [...] une idéologie sectaire figée dans son passé ». Mais le maire s’est peu à peu mis au diapason de la stratégie de « normalisation » de son parti. Il joue désormais le registre de la proximité et a endossé le rôle du politicien de trottoir. En 2020, il est réélu dès le premier tour avec 63 pour cent des voix. En septembre, la Fête du cochon de Hayange célébrera ses dix ans. Lancée par Engelmann sous le slogan « Nos traditions d’abord », elle draine des milliers de participants. Plus personne ou presque ne semble s’en offusquer.

Dans un article paru en 2018 dans *La Revue géographique de l’Est*, le haut fonctionnaire Eric Marochini note que « les territoires du Nord Lorrain sont en quelque sorte spécialisés dans la captation de l’économie résidentielle et tout particulièrement de l’économie issue des travailleurs pendulaires ». Parmi les handicaps dans cette compétition inter-lorraine, Marochini identifie les « fonctions productives encore importantes » dans le Val de Fensch. (Une bonne partie des rails sur lesquels roule le tram à Luxembourg-Ville a ainsi été fabriquée à Hayange.) Un autre désavantage est l’image de la vallée de la Fensch. Marochini s’insurge contre « les amateurs d’une littérature misérabiliste annihilant toute volonté de résilience » et de citer la « goncourisation » de l’auteur Nicolas Mathieu en 2018. Dans *Leurs enfants après eux*, celui-ci évoque « Heillange » comme sosie littéraire de Hayange. (Un peu comme Illiers transmué en Combray par Proust.) « Comme tout le monde dans la vallée, il entendait sans arrêt parler du Luxembourg et de ses salaires astronomiques, des charges dérisoires qui s’y appliquaient et de ce truc formidable des bagnoles de fonction. [...] Vu de Heillange, ça ressemblait assez au paradis sur terre ».

Au-dessus de Hayange se dresse une Vierge monumentale, construite aux temps des Wendel, ces barons du fer qui ont dominé la vallée pendant plus de 300 ans. Dès 1931, la famille Wendel établit une holding 29 au Luxembourg pour minimiser sa taxation. Les héritiers de la dynastie industrielle ont quitté la vallée de la Fensch depuis longtemps déjà. Ils ont par contre gardé une discrète présence au Grand-Duché. C’est depuis l’avenue Émile Reuter que sont gérées leurs participations dans des sociétés non cotées à travers des fonds alternatifs. ●

B L O G



PERSONALIEN

Georges Mischo,

CSV-Minister für Sport und Arbeit, tat sich am Mittwoch im Parlament schwer damit, seinem LSAP-Vorgänger Georges Engel zu erklären, dass es keine Reduzierung der Arbeitszeit sei, wenn er im Rahmen eines sechsmonatigen Pilotprojekts die Mitarbeiter des Nationalen Sportinstituts wöchentlich 90 Minuten freistellt, damit sie sich sportlich betätigen können. Das Projekt habe „näischt, awer och guer näischt“ mit einer Arbeitszeitverkürzung zu tun, so Mischo. Es gehe darum, den „inneren Schweinehund“ zu überwinden: „Drénken ech mat den Aarbechtskolleegen eng Taass Kaffi, gi mer virun d’Dier eng fëmmen oder gi mer zesummen an de Fitness, schwammen oder maache Yoga?“ Wer Sport

treibt, statt Kaffee zu trinken und zu rauchen, wird mit mehr Freizeit belohnt. Ob der Arbeitsminister damit nicht gegen das Arbeitsrecht verstößt? (Foto: oh) ^{LL}

Guillaume,

Erbgroßherzog, wird am Nachmittag des 8. Oktober zum Leutnant-Stellvertreter von Großherzog Henri in der Rolle des Staatschefs ernannt, wie der Hof diese Woche mitteilte. Nach der Unterzeichnung der Ernennungsurkunde durch den Großherzog im Palast wird der Erbgroßherzog im Parlament auf sein Amt vereidigt. ^{PF}

Ema Mehic,

Absolventin von Sciences Po in Paris, ist seit vergangener Woche und bis Mitte August in der *Land*-Redaktion als Praktikantin zu Gast. Die 24-jährige Luxemburgerin ist Inhaberin eines Master in internationalen Beziehungen und Diplomatie. ^{PF}

VERTEIDIGUNG

Hin zu den zwei Prozent

Beim Nato-Gipfel in Washington konnten CSV-Premier Luc Frieden und Außenminister Xavier Bettel (DP) eine beträchtliche Steigerung des Luxemburger *effort de défense* ankündigen. Nicht „mittelfristig“, wie im Koalitionsvertrag steht, sondern 2030 sollen die Verteidigungsausgaben zwei Prozent des Bruttonationaleinkommens (BNE) erreichen. DP-Verteidigungsministerin Yuriko Backes sagte dem *Quotidien* am Montag, von 696 Millionen Euro dieses Jahr würden die Ausgaben 2030 auf 1,461 Milliarden zunehmen.

Am Rande des Nato-Gipfels unterzeichneten Luc Frieden und der ukrainische Präsident Wolodymyr Selenskyj ein Sicherheitsabkommen. Der Ukraine wird eine Militärhilfe von 80 Millionen Euro dieses Jahr zugesichert und „dieselbe Dynamik“ für die Zukunft. Auch wird Luxemburg der Ukraine unter anderem Aufklärungsdaten im Weltraum- und Cyber-Bereich liefern. In der Verteidigungsindustrie



wollen beide Länder kooperieren; ukrainische Verteidigungsfonds in Luxemburg anzusiedeln, soll studiert werden. Das Abkommen ist zunächst auf zehn Jahre ausgelegt. Als politische Abmachung bedarf es nicht der Ratifizierung durch die Parlamente beider Länder (Foto: sb) ^{PF}

POLITIK

Grün und blau

Die vorigen Freitag von der LSAP-Fraktion eröffnete Bilanzierung der zu Ende gehenden Kammeression setzten diese Woche DP und Grüne fort. Sam Tanson (Grüne) warf der Politik der Regierung vor, sie spiele „nur ein paar Wenigen in der Gesellschaft in die Taschen“. Im Wohnungsbau sei vieles noch unklar, vor allem die Bedingungen für die angekündigten *Public-private partnerships*. Dagegen würdigte der frühere Koalitionspartner DP den *Logementspak* als besonders großen Wurf. Überhaupt trage jedes Projekt der Regierung „die deutliche Handschrift der DP“, so Fraktionschef Gilles Baum. Dass er betonte, die Partei bleibe „sozialliberal“ eingestellt, ließ jedoch

vermuten, dass zumindest manche in ihren Reihen sich sorgen, an der Seite der CSV könnte die DP an Profil verlieren. Die CSV-Fraktion zieht heute ihre Bilanz. ^{PF}

CSV definitiv raus

„Fir d’Lëtzebuerger Regierung ass d’Atomenergie – fir datt dat kloer ass a keen sech doriwwer brauch opzereegen – keen Thema“, sagte CSV-Parteipräsident und Premier Luc Frieden vor drei Wochen im *RTL-Radio*. Bei der Atomenergie differieren bekanntlich die Ansichten der Koalitionspartner. Die DP ist komplett dagegen, die CSV ist nur für die Schließung der AKW Cattenom, Doel und Tihange, will aber die Investitionspolitik der EU in Atomenergie unterstützen. Ihre 2022 nur auf Eis gelegte Mitgliedschaft im Aktionskomitee géint Atomkraaft hat die CSV diese Woche definitiv gekündigt, obwohl sie Medienberichten zufolge noch im April ihren Mitgliedsbeitrag überwiesen hatte.: „(...) le CSV affiche la volonté de soutenir une politique d’investissement dans la recherche de la sûreté des réacteurs existants et dans la gestion sûre des déchets radioactifs. De même, notre parti est favorable à la poursuite du projet international de réacteur à fusion nucléaire Iter auquel participe l’Union européenne à des fins de recherche“, begründen die CSV-Abgeordneten Alex Donnersbach und Jeff Boonen die Entscheidung in einem Brief; die Positionen der Partei seien mit denen des Aktionskomitees nicht vereinbar. Von den sieben im Parlament vertretenen Parteien sind nur CSV und ADR nicht Mitglied. ^{LL}

GESUNDHEIT



Mehr für Brillen?

Als das Parlament am Mittwoch Petition 2967 diskutierte, versprach CSV-Sozialministerin Martine Deprez, sich bei der CNS für dieses Anliegen einzusetzen: wenn nicht eine vollständige Kostenübernahme für Brillen und Kontaktlinsen, dann wenigstens eine bessere. Angebracht ist das: Beim Optiker zahlen die Versicherten besonders viel zu. 72,9 Prozent der Kosten, schätzte die CNS für 2021. 2017 hatte der damalige LSAP-Sozialminister Romain Schneider (LSAP) versprochen, 25 Millionen Euro würden zur besseren Rückerstattung bei Zahnarzt und Optiker verwendet. Für Erstere geschah das voriges Jahr, für Brillen schon vorher, aber nur für schwerere Fälle. Die Entscheidung darüber liegt beim Verwaltungsrat der CNS, nicht bei der Ministerin (Foto: sb). ^{PF}

BERICHTIGUNG

Ohne List

Anders als im *Land* vom 28. Juni 2024 dargestellt, war an dem am 10. Juni in *Nature Sustainability* erschienenen Artikel „Leveraging edge artificial intelligence for sustainable agriculture“ das Luxembourg Institute of Science and Technology (List) nicht beteiligt. Die Luxemburger Autoren sind Philippe Delfosse von der Uni und Frank Adams vom Lycée technique agricole.

|||||

Unter Dach kommen

||||| Peter Feist

Am Dienstag gab es erst einmal Krach, als der familienpolitische Ausschuss der Abgeordneten-kammer zusammentrat. „Unglücklich“ sei gewesen, dass Déi Gréng jenen Brief auf die Tagesordnung setzen ließen, über den vorige Woche einige Medien berichtet hatten, sagt der CSV-Abgeordnete Maurice Bauer dem *Land*. Als Erster Schöffe in der Hauptstadt musste Bauer sich angesprochen fühlen und gab das der grünen Abgeordneten Joëlle Welfring auch zu verstehen. Denn der Brief ist anonym, darin beklagen Sozialarbeiter, es gebe viel zu wenig Plätze in Obdachlosenunterkünften. Die *Wanteraktioun* mit 320 Betten während fünf Monaten sei nur eine Kurzfrist-Lösung. Und die „causes sous-jacentes de la précarité généralisée“ würden nicht angegangen.

Joëlle Welfring, als Ex-Umweltministerin auf politisch neuem Terrain unterwegs, wollte nach eigenem Bekunden „niemanden an den Pranger stellen“, sondern zu einer Diskussion über Fakten und Lösungen einladen.

Wie Maurice Bauer die Sache darstellt, wird in der Hauptstadt eine Menge unternommen. Er zählt auf, dass mehr Unterkünfte für Obdachlose geschaffen wurden. Wieviele Street-worker in der Stadt unterwegs sind und wie intensiv sie arbeiten. Dass die Gemeinde mehr als 100 Wohnungen „in der Stadt und darüber hinaus“ für die Jugend- an Drogenhöllefinanzieren. Dass dafür gesorgt werden muss, Obdachlosigkeit gar nicht erst aufkommen zu lassen, sei der Gemeinde ebenfalls klar: Dass

sie die staatliche Teuerungszulage mit einem kommunalen Zuschlag versieht und dieser um 35 Prozent erhöht wurde, ziele eben darauf ab.

Obdachlosigkeit ist nicht nur ein Problem vor allem der Hauptstadt und von Esch/Alzette als zweitgrößter Gemeinde. Zu einem nationalen Problem wird sie schon durch die allgemeine Wohnungsnot. Festgestellt wurde am Dienstag auch, dass ziemlich unklar ist, wie verbreitet schwere psychische Erkrankungen unter Obdachlosen sind, welche Zusammenhänge mit Drogenkonsum es gibt, und überhaupt fehle ein Konzept „Santé mentale“. DP-Familienminister Max Hahn kündigte an, sein Ministerium werde sich mit dem für Gesundheit darum kümmern. Hahn stellte für

2025 auch ein *Housing first*-Konzept in Aussicht, das Langzeit-Obdachlosen zu einer Wohnung verhelfen soll, ohne dass von ihnen verlangt würde, keine harten Drogen mehr zu nehmen oder keinen Alkohol zu trinken.

Joëlle Welfring stellt sich vor, dass mehr Gemeinden bei der Betreuung Obdachloser tätig würden, um die Hauptstadt und Esch zu entlasten. Dem *Land* sagt sie, der Familienminister wolle das über den *Pakt vum Zesummeliewen* erreichen. 40 Gemeinden sind dem Pakt bisher beigetreten. Welfring findet, „auch kleine Gemeinden könnten etwas Kleines anbieten, damit mehr Leute unter Dach kommen“. Dass viele kleine Gemeinden nicht mal Sozialwohnungen wollen, weiß sie freilich auch. ●

„Sozialer Sprengstoff“

IIII Luc Laboulle

Der „Loyersdeckel“ von 1955 soll bald ausgedient haben. Dabei hat er erst kürzlich gezeigt, dass er in bestimmten Fällen nützlich sein kann

Selten in dieser Legislaturperiode herrschte im Parlament so viel Einigkeit wie am Mittwoch, als die Abgeordneten die Reform des Mietgesetzes von 2006 fast einstimmig annahmen (nur *déi Lénk* enthielt sich). Erstmals werden in Luxemburg Wohngemeinschaften gesetzlich geregelt, Vermieter sollen künftig die Hälfte der Maklergebühren bezahlen, die Mietkaution wird von drei auf zwei Monatsmieten gesenkt, Mieten dürfen nur alle zwei Jahre um höchstens zehn Prozent erhöht werden, der Begriff der Luxuswohnungen wird aus dem Gesetz gestrichen, das Abschließen von mündlichen Mietverträgen untersagt.

Für Luxuswohnungen galt die 1955 eingeführte Mietobergrenze von fünf Prozent des investierten Kapitals nicht, deshalb wurde das Konzept missbraucht, um den „Loyersdeckel“ zu umgehen. Der Deckel an sich bleibt vorerst im neuen Gesetz bestehen, obwohl oder weil er kaum angewandt wird. Eindrücklich belegt wurde dies durch das sogenannte „Limpertsberg-Urteil“ aus dem Jahr 2020. Ein Mieter hatte damals Beschwerde bei der Mietkommission der Stadt Luxemburg gegen seine hohe Miete eingereicht. Da der Vermieter die zur Berechnung des investierten Kapitals benötigten Dokumente nicht vorlegte, wies die Mietkommission die Beschwerde zurück. Der Mieter legte daraufhin Einspruch vor dem Friedensgericht ein. Da der Vermieter die Dokumente über das investierte Kapital immer noch nicht herausrücken wollte (oder konnte), wurde ein Bauexperte damit beauftragt, den Kapitaleinsatz zu ermitteln. Den gesetzlich begrenzten Mietbetrag für die um 1958 erbaute Wohnung schätzte er auf 286 Euro, ermittelte aber gleichzeitig ihren Marktwert und kam auf eine „realistische“ Miete von 1 800 Euro. Der Richter beschloss auf der Grundlage eines irreführenden Paragraphen im Gesetz von 2006, dass statt des investierten Kapitals der Marktwert (*valeur marchande*) zur Berechnung der Miete ausschlaggebend sei. Das Urteil wurde in zweiter Instanz und vom Kassationshof bestätigt. Damit war der Mietendeckel quasi außer Kraft gesetzt.

Dieses Urteil veranlasste den vorigen Wohnungsbauminister Henri Kox (Grüne) dazu, im Juli 2020 einen Reformentwurf des Mietgesetzes vorzulegen. Neben den am Mittwoch verabschiedeten Bestimmungen sollte der Verweis auf die *valeur marchande* aus dem Gesetz gestrichen und noch einmal unmissverständlich präzisiert werden, dass nicht der Marktwert, sondern das *capital investi* zur Ermittlung der Mietobergrenze entscheidend sei und der Betrag samt Berechnung im Mietvertrag festgehalten werden. Der Entwurf sah jedoch keine Kontrollinstanz zur Einhaltung dieser Praxis vor und auch keine Neuregelung der häufig un- oder unterbesetzten Mietkommissionen. Zur Abstimmung kam die Reform jedoch nicht, denn aus den Gutachten zum Gesetzentwurf ging hervor, dass der 1955-er *Loyersdeckel*, würde er *à la lettre* appliziert, mutmaßliche Ungleichheiten schaffe zwischen Eigentümern, die seit Jahrzehnten im Besitz ihrer Wohnung(en) sind, und Vermietern, die ihre Immobilie(n) erst später – nach dem hohen Anstieg der Immobilienpreise – gebaut oder erworben haben. Während die Fünf-Prozent-Regelung für Erstere zu unterdurchschnittlichen Mieten führte, würde sie für Letztere in den seltensten Fällen überhaupt eine Begrenzung darstellen.

Da Henri Kox inzwischen mit der Reform des Gesetzes zum erschwinglichen Wohnungsbau,

Artikel 29bis im *Pacte Logement 2.0* und anderen Maßnahmen das Ziel verfolgte, den Bestand an öffentlichen Mietwohnungen substanziell zu erhöhen, schlug er im Oktober 2022 für den „freien“ Mietmarkt eine Kompromisslösung vor: Neue Evaluierungskoeffizienten sollten den gesetzlichen Wert von älteren Wohnungen insbesondere für Vermieter, die regelmäßige Renovierungen vornehmen, erheblich steigern; gleichzeitig wollte er den Prozentsatz des investierten Kapitals zur Berechnung der Jahresmiete von fünf auf drei Prozent (beziehungsweise 3,5% für Wohnungen mit hoher Energieklasse) verringern. Damit sollte die Mietobergrenze für ältere Wohnungen den Marktpreisen von neueren Wohnungen gesetzlich angeglichen werden. Diese Neuregelung stieß jedoch sowohl beim Mieterschutz als auch bei den Interessenverbänden der Investoren auf Widerstand. Während die einen befürchteten, das Angebot an öffentlichen Mietwohnungen werde nicht so schnell wachsen wie geplant und günstige private Mietwohnungen würden deshalb noch gebraucht, deuteten die anderen die Senkung von fünf auf drei Prozent als negatives Signal an potenzielle Investoren. Die Koalitionspartner der Grünen – DP und LSAP – distanzieren sich ebenfalls von Kox' Entwurf, der schließlich erneut nicht zur Abstimmung kam.

Kox' Nachfolger Claude Meisch (DP) hat sich die Sache nun leicht gemacht, indem er das Gesetz von 2006 ohne Reform des Mietendeckels nur geringfügig abgeändert hat. Zumindest vorläufig, denn am Mittwoch im Parlament unterstützte die CSV-DP-Mehrheit eine Motion der Grünen, die fordern, dass Meisch spätestens in einem Jahr einen Gesetzentwurf für eine neue Mietpreisbremse in der Kammer hinterlegen soll. Auf breite Zustimmung stieß auch eine Motion der LSAP zur Erstellung eines Mietspiegels, der eine detaillierte Übersicht über die tatsächlich gezahlten Mieten in den unterschiedlichen Regionen und Gemeinden Luxemburgs bieten soll. Der frühere DP-Wohnungsbauminister Marc Hansen wollte bereits 2016 einen Mietspiegel einführen, was aber damals wegen „juristischer Probleme bei der Erfassung der Daten und dem Umgang damit“ offenbar nicht möglich war. Nun soll der parlamentarische Wohnungsbauausschuss sich erneut damit befassen.

Im Eigentümerland Luxemburg, wo nur rund ein Drittel der Haushalte zur Miete wohnen, war es bislang schwierig für Mieter/innen, ihre Interessen geltend zu machen. Doch ihr Anteil nahm in den vergangenen Jahren zu (seit 2011 von 13 auf über 30 Prozent), weil die Kaufpreise im vergangenen Jahrzehnt förmlich explodierten. Seit die Europäische Zentralbank nach dem Angriff Russlands auf die Ukraine den Leitzinssatz beständig erhöhte, können sich immer weniger Menschen eine Eigentumswohnung leisten. Versprachen Immobilieninvestitionen noch bis 2020 Wertsteigerungen von jährlich zehn bis 15 Prozent, ist das seit zwei Jahren nicht mehr der Fall. Es wird weniger gebaut, was den Preisdruck auf den Mietmarkt erhöht. Seit 2017 sind die Mietpreise (*prix annoncés*) landesweit um 60 Prozent gestiegen; alleine im ersten Quartal dieses Jahres um sechs Prozent, in Esch/Alzette sogar um elf Prozent (zum Vergleich: Zwischen 2010 und 2017 wurde landesweit eine Steigerung von 14,5 Prozent verzeichnet).

Die Mietenfrage birgt durchaus „sozialen Sprengstoff“, wie François Bausch (Grüne) es am

Mittwoch in seiner letzten Kammersitzung ausdrückte. Zur Miete wohnen überwiegend ärmere Haushalte, für die hohe Mieten eine erhebliche Last darstellen: Laut Liser gaben 2019 rund 35 Prozent der Mieter/innen mehr als 40 Prozent ihres Einkommens für Wohnkosten aus. 2023 schätzten 59 Prozent der Haushalte, die ohne Zuschüsse auf dem freien Markt mieten, ihre Wohnungsausgaben als überzogen ein, wie das Observatoire de l'habitat in seiner am Dienstag veröffentlichten *Note 36* berichtet. Daraus geht ebenfalls hervor, dass über die Hälfte der Mieter/innen auf dem freien Markt mit Problemen wie Schimmel, Feuchtigkeit und unzureichender Schall- oder Wärmedämmung zu kämpfen haben.

Solche Mängel können sie theoretisch vor der Mietkommission als Grund für eine Mietminderung geltend machen. Die Voraussetzung dafür ist einerseits, dass die Mieter/innen über ihre Rechte informiert sind, andererseits, dass ihre Gemeinde über eine funktionierende kommunale oder interkommunale (aus Ehrenamtlichen bestehende) Mietkommission verfügt. Die Forderung der Linken nach einer nationalen Mietkommission lehnten sowohl Henri Kox als auch sein Nachfolger ab.

Bis Claude Meisch eine neue Regelung für eine Mietobergrenze gefunden hat, sie die Zustimmung des Staatsrats erhält (der sich 2005 noch dafür ausgesprochen hatte, das „régime de fixation légale des loyers“ durch ein „régime de fixation libre“ zu ersetzen) und in Kraft treten kann, dürfte noch etwas Zeit vergehen. Eine Motion der Linken, die Mieten bis dahin einzufrieren, unterstützten am Mittwoch nur die Grünen. Die in den vergangenen Wochen insbesondere von François Bausch zur Legitimierung von Henri Kox' Reformplänen wiederholt getätigte Aussage, die Fünf-Prozent-Regel sei nach dem „Limpertsberg“-Urteil de facto außer Kraft, stimmt indes nicht ganz, wie eine rezente Jurisprudenz verdeutlicht. In Esch/Alzet-

te hatte eine Wohngemeinschaft vor zwei Jahren bei der kommunalen Mietkommission eine Mietminderung von 2 850 auf 815 Euro beantragt, nachdem der Eigentümer die Miete erhöhen und zudem an den Index koppeln wollte. Anders als die damals von einem Anwalt präsidierte *Stater* Mietkommission im Fall „Limpertsberg“, hatte die Escher Mietkommission unter dem Vorsitz des Grünen Meris Sehovic die Einwände der Vierer-WG ernst genommen und sie unterstützt. Aufgrund der vom Vermieter vorgelegten Dokumente (Kaufakt, Renovierungen, Unterhaltsarbeiten) und unter Berücksichtigung der Reevaluationskoeffizienten sowie der Abschlagsregelung hatte sie das investierte Kapital des um 1926 errichteten und 1980 vom Eigentümer erworbenen Einfamilienhauses auf 400 820 Euro berechnet. Unter Anwendung der gesetzlichen Fünf-Prozent-Regel war die Kommission auf eine Monatsmiete von 1 670 Euro gekommen. Der Eigentümer empfand diesen Betrag als ungerechtfertigt und gegenüber den Marktpreisen, die in dem Escher Nobelviertel gezahlt werden, zu niedrig. Er legte Einspruch gegen die Entscheidung der Mietkommission ein, doch das Escher Friedensgericht wies den Einspruch zurück. Auch das Bezirksgericht Luxemburg gab den Mieterinnen in zweiter Instanz hinsichtlich der Mietminderung in Höhe von 1 180 Euro recht (sowohl der Bericht der Mietkommission als auch die Urteile liegen dem *Land* vor).

Der Unterschied zwischen dem Limpertsberger Urteil und dem aus Esch besteht wohl vor allem darin, dass der Eigentümer aus Esch die Rechnungen und Dokumente zur Ermittlung des investierten Kapitals vorlegte, statt sie zurückzuhalten. Mit seiner „Ehrlichkeit“ erleichterte der Vermieter sowohl der Mietkommission als auch dem Gericht die Anwendung des Gesetzes – zu seinem eigenen finanziellen Nachteil. Mit der Folge, dass er der Wohngemeinschaft nun gekündigt hat, weil er die Wohnung angeblich zu persönlichen Zwecken nutzen wolle. ●



Der Begriff der Luxuswohnungen wird aus dem Gesetz gestrichen

Sven Becker

Freie Bahn den Tüchtigen

IIII Ema Mehic

Auf der Foire Agricole spielte auch Politik eine Rolle. Jedenfalls ein bisschen

„Landwirtschaft an Natur, dat geet jo Hand an Hand!“, mit diesem Slogan weihte CSV-Umweltminister Serge Wilmes die 41. Foire Agricole in Ettelbrück auf den Däichswisen ein. Doch so offensichtlich diese Feststellung klingen mag, ist die Realität der aktuellen Agrarpolitik weitaus komplexer. In Luxemburg, wo rund 50 Prozent der Landesfläche landwirtschaftlich genutzt werden, ist dieser Zusammenhang ein zentrales Thema der Debatte.

Drei Tage lang lockten Vertreter aus dem grünen Bereich, dem Handel und der wissenschaftlichen Forschung auf der Foire Agricole Besucher an, um stolz zu zeigen was Luxemburg und die Grenzregion zu bieten haben. Ettelbrück, das sich für diese Zeit gern „Hauptstadt“ des Großherzogtums nennt, brach erneut mehrere Rekorde: Auf noch nie dagewesenen 9,2 Hektar Fläche strömten rund 47 000 Besucher – eine Zahl, die die Erwartungen übertraf, nachdem im letzten Jahr 45 000 gezählt wurden. 350 Aussteller hatten ihre Stände aufgebaut, mehr als 40 lokale boten auf einem Markt ihre Erzeugnisse an. Darüber hinaus feierte das größte „Anti-Gaspill“-Event des Großherzogtums gleich mehrere Jubiläen, darunter 130 Jahre Luxlait.

Und doch diente die Messe nicht nur als Schaufenster für Innovationen und Traditionen in der Landwirtschaft – Kritik an der Agrarpolitik gab es nebenbei auch.

Am Morgen vor der Eröffnung beklagte sich die Bauernzentrale in ihrer Zeitung *De Lëtzebuurger Bauer*, dass „das

„Verschiedene Sachen gehen einfach nicht so schnell voran, wie wir uns das erwünscht hatten“

Christian Wester, Bauernzentrale

Landwirtschaftsministerium und das Umweltministerium noch immer nicht besser miteinander auszukommen scheinen, als zu Zeiten von Gambia“. Doch während der Eröffnung der Foire Agricole betonte Serge Wilmes, dass die Landwirtschaftsministerin und der Umweltminister eng zusammenarbeiten, um die Bauern in der Klimakrise zu unterstützen, und unterstrich somit eine vereinte Front der beiden. „Schön zu hören, dass das gemeinsam gemacht wird“, begrüßte der Moderator. Denn so selbst-

verständlich ist das dann doch nicht: Die zahlreichen EU-Umweltauflagen stellen Landwirte vor erhebliche Herausforderungen für ihre Betriebe, was Anfang dieses Jahres zu zahlreichen Demonstrationen und Blockaden geführt hat, wie zuletzt im Februar in Brüssel. Für rechtspopulistische Parteien bietet diese Situation eine Möglichkeit, Stimmen zu gewinnen: In Deutschland haben sich bei der letzten Europawahl viele Landwirte für die AfD entschieden. In den Niederlanden ist die Bauernpartei Teil der neuen rechten Regierung.

Als Agrarwissenschaftlerin, ehemalige Direktorin des Lycée Technique Agricole und aktuelle Landwirtschaftsministerin war Martine Hansen (CSV) ganz in ihrem Element. Nach der Eröffnung mischte sie sich beim Patt unter die Menge. Nachfragen zu den Behauptungen im *Lëtzebuurger Bauer* beantwortete sie mit: „Das ist Flurfunk.“

Christian Wester, Präsident der Bauernzentrale, ließ am Tag nach der Foire Agricole seinem Ärger im *Radio 100,7* freien Lauf. Er kritisierte nicht nur die nur langsame Verbesserung der Situation der Bauern, sondern auch das kürzlich verabschiedete EU-Renaturierungsgesetz sowie die mangelnden Fortschritte bei der Vereinfachung von Bauvorhaben in Grünzonen.

Der *Landwirtschaftsdësch*, der am 4. März stattfand, hatte beschlossen, die Verfahren für Bauprojekte in Grünzonen zu vereinfachen, um den Landwirten die Planung zu erleichtern. Doch „verschiedene Sachen gehen uns einfach nicht so schnell voran, wie wir uns das erwünscht hatten“, erklärt Wester dem *Land*. Zum Beispiel seien die genauen Richtlinien für das Bauen in den Grünzonen immer noch unklar und „intransparent“. Die Bauernzentrale und anderen Verbände bemühten sich am *Landwirtschaftsdësch* um größere Bauernhöfe, sowohl für die Wohn- als auch Betriebsgebäude wie Ställe, damit auch Generationen von Bauernfamilien auf einem Hof arbeiten und leben können.

Das EU-Renaturierungsgesetz wurde nicht nur von verschiedenen zivilgesellschaftlichen Organisationen in Luxemburg, wie zum Beispiel dem Mouvement Écologique und Natur an Ëmwelt, und insbesondere den Grünen unterstützt, sondern auch im EU-Umweltministerrat, wo das Gesetz es allerdings nur knapp über die Bühne schaffte. Das Vorhaben stand lange im Zentrum von Polemiken in der EU, wo nicht zuletzt in Österreich die Klimaschutzministerin Leonore Gewessler über ihre Zustimmung zum EU-Renaturierungsgesetz des Amtsmissbrauchs beschuldigt wurde. Das Gesetz erfordert nämlich, dass die EU Staaten bis 2030 mindestens 30 Prozent der Lebensräume, die als im „schlechten Zustand“ qualifiziert sind, in einem natürlicheren Zustand wiederherstellen, wie zum Beispiel Wälder, Moore, Wiesen, Seen und Flüsse. Herausforderungen für Landwirte gibt es dementsprechend auch. Das könne die Landwirte noch mehr „einschränken“, so Christian Wester, wie etwa bei der Nutzung „von Pflanzenschutzmitteln und Mineraldüngern“.

Dass die neuen Verantwortungen und Regelungen des EU-Renaturierungsgesetzes bei den Bauern Ängste auslösen, ist nicht unverständlich, da sie sich anpassen und die Zukunft ihrer Betriebe überdenken müssen. Es ist daher wichtig, den Dialog zwischen Natur- und Umweltschutz sowie der Landwirtschaft zu intensivieren. Wenn die Zukunft der Landwirtschaft einerseits in nachhaltigen Praktiken liegt, andererseits Luxemburg ein Hochlohnland ist, liegt es vielleicht nicht zu fern zu behaupten, dass die Landwirtschaft hierzulande neu erfunden werden muss. Weil die Bauern dabei Unternehmer bleiben und sich nicht in staatlich beauftragte Naturschützer verwandeln wollen, hat die politische Debatte darüber es in sich. So dass das Bild von der bäuerlichen Hauptstadt Ettelbrück in den drei Tagen Agrarmesse gar nicht so weit weggeholt ist. ●



v.l.n.r.: Fernand Etgen (DP), Ben Polidori (Piraten), Léon Gloden, Serge Wilmes, Claude Wiseler (alle CSV)



Oliver Halmes

Umweltminister Serge Wilmes bei der Eröffnung der Foire Agricole



Hat irgendjemand noch auf seinem Hof Platz für einen Oldtimer



47 000 Besucher auf der Foire Agricole und über 500 Tiere

Oliver Halmes

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Herzenswärme

Neulich entdeckte Premier Luc Frieden die Kinderarmut. „D’Kanneraarmut existéiert zu Lëtzebuerg an ass eppes wat mech immens touchéiert.“ Ließ er einfühlsam über *Instagram* verbreiten (17.05.24).

Einst warf das *Luxemburger Wort* ihm „[e]in kaltes Herz“ vor (26.11.99). Deshalb beteuert er: „Et läit mir um Häerz do Léisungen ze fannen, sou dass jiddereen an eisem Land eng gesond a flott Kandheet kann hunn.“ Oder für McKinsey und Baker McKenzie arbeiten kann. Wie seine eigenen Kinder.

Einfühlsam begleiten CSV und DP die Bereicherung von Unternehmen und Besserverdienenden. Im gleichen Atemzug versprechen sie soziale Maßnahmen. Zur Legitimation der Bereicherung. Sie wollen die Lage der „Kanner verbessern, déi am Aarmutsrisiko liewen. [...] Kanner déi deels net gesond iessen oder hire Gebuertsdag feiere kënnen“ (*Lag vun der Natioun 2024*).

Die Kammerwahlen ließen Luc Frieden als Kandidaten der Besserverdienenden erscheinen. Eine Volkspartei braucht auch Wählerstimmen der schlechter Verdienenden. Deshalb übt er sich nun in Herzenswärme.

Im Mai nahm er am Armutsforum der Caritas teil. Er gab sich bescheiden: „Bei der Kannerarmut muss ech nach vill léieren.“ 2019 wurde er Präsident der Handelskammer. Diese veröffentlichte wenig später eine 188 Seiten lange Schrift *Pauvreté: de la juste mesure aux mesures appropriées*. Sie beschrieb „le grand objectif de la fin de la pauvreté des enfants“ bis 2030 (S. 17). Er scheint sie nicht gelesen zu haben.

Die Handelskammer mäkelt an den Statistiken herum: Armut dürfe nicht länger am Medianeinkommen gemessen werden. Sonst komme noch jemand und verlange eine „hausse généralisée des bas salaires“ (S. 173).

1986 entdeckten CSV und LSAP die Armut. Sie stellten sie umgehend als soziales Problem dar. Nicht als ökonomisches. Seither nennen die Regierungen Arme „Armutsgefährdete“. Und pflücken sich politisch nützliche Arme aus den Statistiken: Unter der DP/LSAP/Grünen-Regierung waren es Alleinerziehende. Ihre Armut wird mit dem Familienstand erklärt. Mit der Steuerklasse, nicht der gesellschaftlichen Klasse. Für die CSV/DP-Regierung sind es Kinder. Sie sind die guten, unschuldigen Armen. Nicht die schlechten, schuldigen Armen: Bettler, Obdachlose, Dauerarbeitslose, Eltern.

Regierung und Handelskammer mögen arme Kinder. Die arbeiten noch nicht. Deshalb verlangen sie keine „hausse généralisée des bas salaires“. Dass sie per procura arm sind, ist kein Thema: Dass sie Kinder unterbezahlter Putzfrauen, Lagerarbeiter, Pizzaboten sind.

Im Mai war Christoph Butterwegge Hauptredner des Caritas-Forums. Der Wissenschaftler wandelt Max Horkheimer ab: „Wer über den Reichtum nicht reden will, sollte auch von der (Kinder-)Armut schweigen“ (*WSI-Mitteilungen*, 5/2005).

Die Regierung hält es lieber mit der Handelskammer: Konkurrenz, Nischenpolitik, „attirer les capitaux et les talents, [...] pourraient mener à une nouvelle hausse des inégalités dans le pays“ (S. 9). Mehr Reiche brauchen mehr Arme. Die Armen müssen der Kapitalakkumulation Opfer bringen. Von Kindesbeinen an.

Luc Frieden hat ein kostengünstiges Mittel gegen Kinderarmut. Er kündigte an, dass „déi administrativ Vereinfachung och bei der Aarmutsbekämpfung e Kärstéck vun der Léisung muss sinn. Et geet dofir net ëm méi Hëllef, mee ëm besser Hëllef“ (*Lag vun der Natioun 2024*).

Bürokratieabbau ist das liberale Allheilmittel gegen Wohnungsnot, Klimaveränderung, Bauernsterben. Weshalb nicht gegen Armut? Armut soll nicht beseitigt werden. Sie soll effizienter verwaltet werden. Menschen mit wenig Geld sollen weiter gedemütigt und diszipliniert werden. Aber es soll schneller, unkomplizierter gehen. Dafür dürfen sie dann dankbar sein. ● ROMAIN HILGERT

MEDIENPOLITIK

Was soll die Alia?

IIII Peter Feist

„Ass den CSV-Staat erëm do?“, fragte die LSAP-Abgeordnete Francine Closenener am Freitag vergangener Woche im *100,7* kämpferisch. Da hatte das *Wort* berichtet, dass Thierry Hoscheit zum 15. September als Verwaltungsratspräsident der Medienaufsichtsbehörde Alia (Autorité luxembourgeoise indépendante de l’audiovisuel) zurückgetreten sei. Weil Hoscheit nicht irgendwer ist, sondern im Hauptberuf Richter und zurzeit Präsident des Obersten Gerichtshofs, schlug sein Rücktritt zusätzliche Wellen. Closenener kündigte an, sich bei der delegierten Medienministerin Elisabeth Margue (CSV) in der nächsten parlamentarischen Fragestunde an die Regierung erkundigen zu wollen, ob ihr Ministerium „mehr Kontrolle“ über die Alia haben will.

Dass Hoscheit aus „Sorge um die Unabhängigkeit“ des Regulateurs zurückgetreten war, weil das Medienministerium die Prozedur zur Neubesetzung des Direktorenpostens anders handhabte als unter der vorigen Regierung, schreibt die Alia selber auf ihrer Webseite. Der aktuelle Direktor Paul Lorenz, langjähriger CLT/Ufa-Manager, ist seit 2019 im Amt. Sein Mandat läuft im September aus, ist aber verlängerbare. Dass das Ministerium den Job ausschrieb, verstand Lorenz offenbar so, dass er nicht mehr erwünscht sei. Er sehe nicht ein, „an einem *beauty contest* teilzunehmen“, erklärte er am 16. Mai dem *Wort*.

Der große Stein des Anstoßes ist aber nicht, dass der Posten ausgeschrieben wurde. Das war 2014 und 2019 auch so. Damals aber tat der Alia-Verwaltungsrat

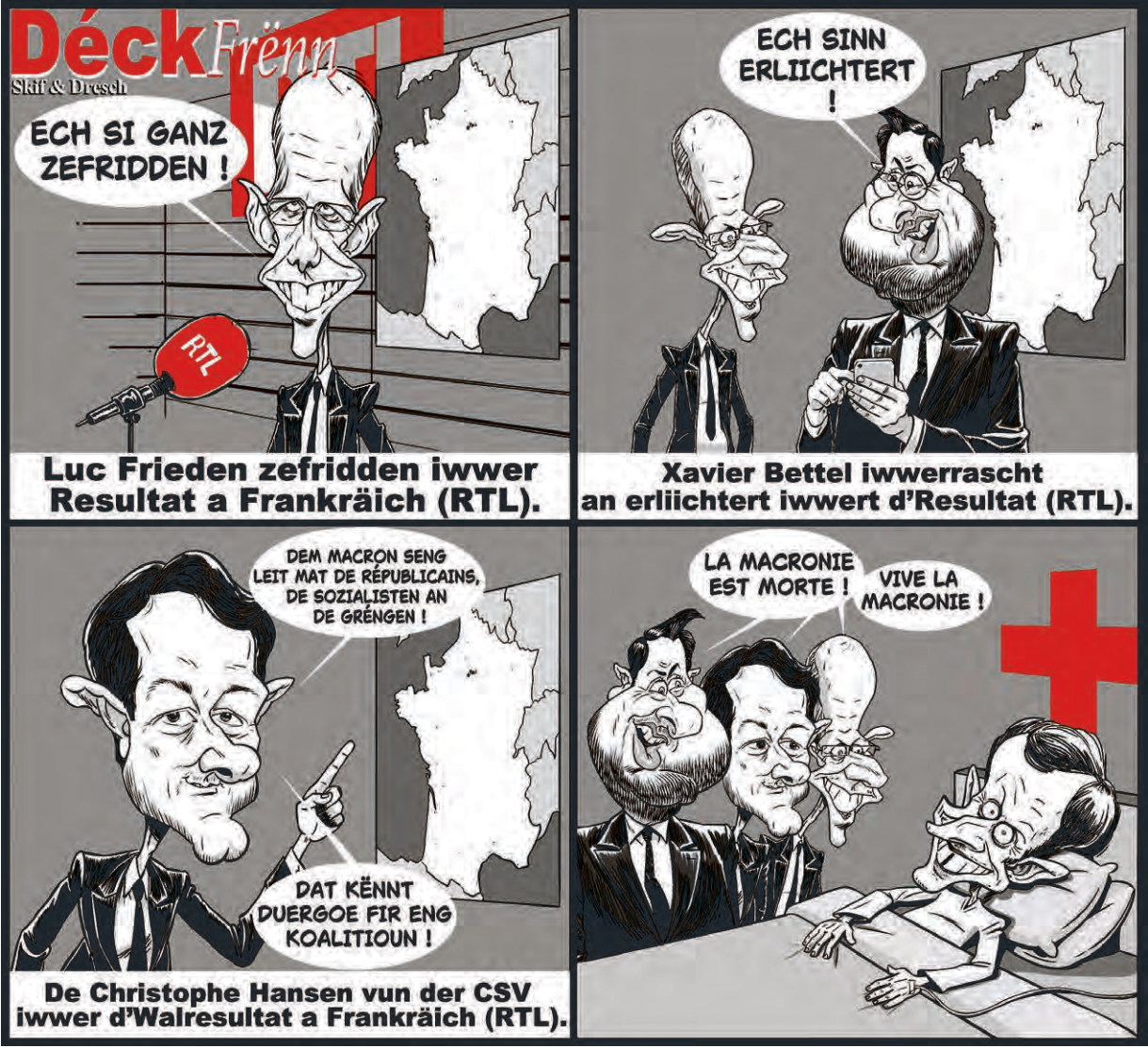
das. Diesmal setzte das Medienministerium eine Annonce auf das Staatsportal *govjobs.lu*. Und hatte bisher der Alia-CA die Rekrutierungsprozedur in der Hand, berief das Ministerium nun ein fünfköpfiges Auswahlkomitee ein. Darin vertreten war die Alia nicht, sondern das Medien- und das Beamtenministerium, die große Regulierungsbehörde ILR, die Wettbewerbsaufsicht und der Presserat. Am Ende erhielt der Alia-Verwaltungsrat nur die eine Kandidatur *pour avis*, die das Komitee als die geeignetste ausgewählt hatte.

Die auch politisch interessante Frage, wieso der Alia die Rekrutierung nicht überlassen wurde und sie nur eine Kandidatur zur Begutachtung erhielt, beantwortete Elisabeth Margue am Mittwoch nicht. Das nicht ganz klar formulierte Alia-Gesetz von 2013 schließt nicht aus, dass die Regierung bei der Rekrutierung die Fäden in der Hand hält. Allerdings ließ 2014 und 2019 der damalige Medienminister und DP-Premier Xavier Bettel dem Alia-CA freie Hand. Weil eine Regulierungsbehörde, die unabhängig sein soll, staatsfern sein muss, konnte das nicht falsch sein.

Dagegen hält Elisabeth Margue es der Einbindung des Alia-Verwaltungsrats für genug, dass er sich zu der Stellenanzeige äußern und die vom Auswahlkomitee am Ende zurückbehaltene Person zwei Mal „interviewen“ konnte. „Der ganze Prozess war eigentlich sogar schwieriger, weil der Kandidat von insgesamt zehn Personen begutachtet wurde“, sagte Margue in ihrer Antwort auf

Francine Closeneners *question parlementaire orale*. Und fügte an, der neue Direktor (oder die neue Direktorin) werde „sogar unabhängiger“ vom Alia-Verwaltungsrat sein. Das sei „nur nützlich“. Wie die Regierung sich das Funktionieren der Alia vorstelle, solle der Verwaltungsrat entscheiden, während der Direktor die Entscheidungen durch Ermittlungen vorbereiten lässt und am Ende ausführt, was der CA beschlossen hat.

Das hörte sich an, als gehe es der Regierung um Effizienz. Denn tatsächlich wirkt bei der Alia der CA auch im Tagesgeschäft mit; die nur 13 Angestellten sind einfach nicht genug. Ein wesentlich größeres Budget hatte der Alia auch die vorige Regierung nicht geben wollen. Die große Frage ist deshalb, wo die CSV-DP-Regierung mit der Alia überhaupt hinwill. Laut Koalitionsvertrag soll das 33 Jahre alte Gesetz über die elektronischen Medien reformiert werden. Die „gouvernance“ der Alia auch, wie Elisabeth Marge am Mittwoch erklärte. Für kommenden Donnerstag sagte sie zu, mit dem parlamentarischen Medienausschuss weiterzudiskutieren. Das ist nicht zu früh: Einerseits, weil der Direktorenposten noch nicht endgültig vergeben ist. Andererseits, weil es sehr sinnvoll ist, jetzt schon zu fragen, wen die Alia in Zukunft kontrollieren und regulieren soll und wie. Wie die Erfahrung der letzten Zeit in Europa lehrt, sind weitaus autoritärere Regierungsformen denkbar als der CSV-Staat, falls er „wiederkommt“. Je weiter weg vom Staat eine Medien-Regulierungsbehörde ist, desto besser. ●



Der Fall der Tories

IIII Claire Barthelemy, London

Mit nur 1,5 Prozentpunkten Stimmenzuwachs hat Labour bei den Parlamentswahlen in Großbritannien die absolute Mehrheit erlangt. Es ging den Wählern vor allem darum, die Tories zu bestrafen

„Erdbeben“, „Auslöschung“ und sogar „Massaker“ – so wurde das Wahlergebnis der Tory-Partei in der britischen Presse beschrieben. Das Resultat war in der Tat desaströs: Die konservative Partei verlor ganze 20 Prozentpunkte an Stimmenanteilen und kassierte so das schlechteste Wahlergebnis ihrer Geschichte. Als großer Gewinner ging Labour hervor: Die liberal-demokratische Partei um Keir Starmer holte sich eine absolute Mehrheit und ist nun zum ersten Mal seit 2010 wieder Regierungspartei. Doch wie konnte es soweit kommen, dass die Tories, die fünf Jahre zuvor eine absolute Mehrheit gewannen, nun eine derartige Katsche abbekamen?

„Ich habe Ihre Wut und Ihre Enttäuschung vernommen und ich übernehme die Verantwortung für diese Niederlage“, so Rishi Sunak letzte Woche, als er ankündigte, als Parteichef der Tories zurückzutreten. Wut und Enttäuschung sind auf der Insel jedoch bereits seit Langem spürbar. Denn in den 14 Jahren, in denen die Tories an der Macht waren, hat sich in Großbritannien vieles verändert.

Die drastischen Sparmaßnahmen, die David Camerons Regierung nach der Finanzkrise von 2008 einführt, setzten den britischen Sozialstaat enorm unter Druck. Laut Human Rights Watch schrumpfte zum Beispiel das Sozialhilfebudget für Kinder und Familien zwischen 2010 und 2018 um 44 Prozent. Auch der National Health Service (NHS), Großbritanniens Gesundheitswesen, ist stark unterfinanziert. Immer wieder gab es Berichte von verletzten und kranken Menschen, die stundenlang auf Krankenwagen warten mussten. Der Bettenmangel ist außerdem so erheblich, dass „corridor care“ – also Behandlungen im Krankenhausflur – zu einem Begriff geworden ist.

Als David Cameron 2016 das Brexit-Referendum ankündigte, sahen viele Briten Grund zur Hoffnung. Die „Vote Leave“-Gruppe, die von konservativen Politikern gegründet wurde, wusste das auszunutzen: Ein Austritt würde dafür sorgen, dass weniger Einwanderer auf die Insel kommen und wieder mehr Geld in die einheimischen Institutionen fließe, versprach sie. „Wir zahlen der EU jede Woche 350 Millionen Pfund – lasst uns stattdessen unser NHS finanzieren!“ So stand es auf den Werbe-Bussen, mit denen sich auch Boris Johnson gerne ablichten ließ. Später stellte sich heraus, dass die Zahl erfunden war. Doch für viele war dieses Versprechen bei der Abstimmung ausschlaggebend.

Vier Jahre nach dem EU-Austritt hat sich wenig verbessert, ganz im Gegenteil. Die Wirtschaft stagniert, Ziele für neue Handelsverträge wurden verfehlt und die Briten sind mit hohen Lebenskosten geplagt, an denen nicht nur die Pandemie und der Ukraine-Krieg, sondern auch die höheren EU-Importkosten schuld sind. Viele Europäer wanderten aus, was zu Arbeitskräftemangel führte, und immer noch warten Millionen Patienten auf ihre Behandlung im staatlichen Gesundheitswesen. Zudem wurden 2022 Rekordzahlen an Einwanderern verzeichnet, was vor allem Tory-Hardlinern enttäuschte. Diese Frustration rund um den Brexit spiegelte sich in den Wahlergebnissen wider: In Gebieten, wo viele für den EU-Austritt stimmten, litt laut BBC der Tory-Stimmenanteil besonders.

Neben den verpassten Brexit-Versprechen waren es aber auch Skandale, die für Wut in der Bevölkerung sorgten. Das wohl ausschlaggebendste Beispiel ist Partygate, bei dem konservative Politiker und Mitarbeiter/innen während des Lockdowns trotz strenger Abstandsregeln ausgelassen zusammen feierten. In Videos konnte man hören, wie sich manche sogar über Corona-Regeln lustig machten – und das während Familien ihre Sterbenden nicht in den Krankenhäusern besuchen durften. Die Affäre führte 2022 zu Boris Johnsons Rücktritt. Kurz danach erschütterte seine Nachfolgerin Liz Truss mit ihrer drastischen Steuerreform die Finanzmärkte dermaßen, dass die Regierung sofort eine Kehrtwende einschlagen musste. Sie dankte nach nur sechs Wochen ab und ging mit der kürzesten Amtszeit in die britische Geschichte ein. Rishi Sunak wurde von seiner Partei als Nachfolger gewählt und wurde so der dritte Premier in nur zwei Monaten. Die Briten hatten das Chaos satt, die Begeisterung für den neuen Amtsinhaber blieb aus.

Die Wahlkampagne war eine letzte Gelegenheit, das Vertrauen der Wähler zurückzugewinnen. Doch wieder gab es einen Skandal in den Rängen der Konservativen. Diesmal wurde Wahlkandidaten und Mitarbeitern Rishi Sunaks vorgeworfen, Wetten über den Wahltermin abgeschlossen zu haben, bevor das Datum öffentlich bekannt wurde. Sunak kündigte nämlich im März überraschend an, dass die Parlamentswahlen im Sommer und nicht, wie erwartet, im Herbst stattfinden werden. Einige seiner Vertrauten nutzten ihr Insiderwissen, um ein bisschen Geld zu verdienen. Der Skandal flog auf, nachdem eine Wettgesellschaft einen Tory-Politiker bei der Glücksspielkommission meldete. Die Ermittlungen im Wettskandal laufen noch, doch die Wähler haben die Partei nun deutlich abgestraft.

Den Tories steht ein Richtungsstreit bevor. Denn sie verloren viele Stimmen an Reform UK, die neue rechtspopulistische Partei von Nigel Farage, die mit 14 Prozent drittstärkste Kraft wurde. Fa-

Keir Starmer muss nach Jahren von Chaos und Skandalen der britischen Bevölkerung wieder einen Grund geben, Politikern zu vertrauen

rages Partei stehen allerdings nur fünf Sitze im Unterhaus zu, denn im britischen Mehrheitswahlrecht zieht nur die Person ins Parlament, die in ihrem Wahlkreis die meisten Stimmen gewinnt. Der Erfolg von Reform UK lässt jedoch von einem Rechtsruck unter Konservativen ausgehen. Farage, der es beim achten Versuch nun ins Parlament geschafft hat, wird ein lauter Gegner sein. Wird die Tory Partei versuchen, Reform-Stimmen zurückzugewinnen? Oder wird sie den gleichen Weg wie Labour einschlagen und wieder in die Mitte rücken? Die kommenden Monate werden jedenfalls für interessante Diskussion sorgen.

Regierungswechsel gehen in Großbritannien zügig voran: Schon am Tag nach der Wahl wurde Keir Starmer von King Charles III. zum neuen Premier ernannt. Starmer steht nun vor gewaltigen Herausforderungen. Er erbt ein marodes Gesundheitssystem, einen ausgehöhlten Sozialstaat, steigende Armut und leere Staatskassen. Vor allem muss er nach Jahren von Chaos und Skandalen der britischen Bevölkerung wieder einen Grund geben, Politikern zu vertrauen. Denn

hinter dem Wahlergebnis gibt es eine ernüchternde Realität für Labour: Die Partei hat zwar eine absolute Mehrheit erlangt, doch ihr Stimmenanteil ist nur um 1,5 Prozentpunkte auf 33,7 Prozent gestiegen. Es ging den Wählern also vor allem darum, die Tories zu bestrafen. Das sah man auch am nächsten Tag: Anders als in Paris waren in London keine feiernden Massen auf den Straßen zu sehen.

Starmers Überzeugungsarbeit hat bereits begonnen. „My government will serve you. Politics can be a force for good“, versicherte Keir Starmer in seiner ersten Rede als Regierungschef. Das Land werde „Stein für Stein“ wieder aufgebaut werden. Wes Streeting, der neue Gesundheitsminister, kündigte Verhandlungen mit Assistenzärzten an, die seit längerem mit Streiks Lohn erhöhungen fordern. Rachel Reeves, die erste Finanzministerin der britischen Geschichte, kündigte verbindliche Wohnungsbauziele an. Außerdem beendete Starmer das geplante Ruanda-Verfahren, das vorsah, Migranten, die ohne Papiere in Großbritannien ankommen, nach Ruanda abzuschieben.

Außenpolitisch könnte sich auch einiges ändern. Der Ton mit europäischen Partnern wird freundlicher werden: „Wir wollen unsere Beziehung mit der EU verbessern, und das bedeutet engere Handelsbeziehungen mit der EU, engere Beziehungen in Bezug auf Forschung und Entwicklung und engere Beziehungen in Bezug auf Verteidigung und Sicherheit“, so Starmer. Eine Brexit-Kehrtwende sollte man sich jedoch nicht erwarten. „Wir haben die Entscheidung getroffen, die EU zu verlassen, also werden wir nicht wieder eintreten“, versicherte er während des Wahlkampfes.

Ob das Vereinigte Königreich mit Labour aus der Krise herauskommt, bleibt abzuwarten. Jedenfalls warnte Starmer in seiner Antrittsrede, dass die Veränderung des Landes „nicht per Knopfdruck“ geschehen wird – eine Ehrlichkeit, die in der vorigen Regierung selten zu hören war. ●



Am 4. Juli haben die Briten ein neues Unterhaus gewählt

Claire Barthelemy



Taina Bofferding
en 2023 dans son
bureau de ministre
des Affaires
intérieures,
rue Beaumont



Xavier Bettel en
2024 dans son
bureau bâtiment
Mansfeld du
ministère des
Affaires étrangères

Sven Becker

Coûts de luxe

IIII Pierre Sorlut

Lors de son intronisation au ministère des Affaires intérieures rue Beaumont en novembre dernier, Léon Gloden (CSV) a choisi de garder le bureau qu'il avait dans son ancienne vie professionnelle. L'État a ainsi racheté au cabinet Elvinger, Hoss, Prussen trois tables, une bibliothèque, une commode et un caisson pour une somme de 5 850 euros. Dans le commerce, le ministre chrétien-social s'est simplement fait acheter par l'administration une lampe de bureau, pour 590 euros chez Casa Nova Contemporain, le magasin de meubles haut de gamme voisin. Coût total de l'installation : 6 439 euros. À son arrivée au 19 rue Beaumont en 2013, Dan Kersch avait lui repris une partie des meubles de son prédécesseur, mais le socialiste avait tout de même passé commande pour son bureau chez Burotrend (magasin situé à Hollerich puis à Contern) et chez Bureau Concept (à Gasperich) pour la partie réunion. Le montant : 24 700 euros

Cinq ans plus tard, Taina Bofferding a récupéré un bureau vide. L'ancienne ministre socialiste explique cette semaine au *Land* que Dan Kersch avait déménagé ses meubles au ministère des Sports. L'élue a dû se faire acheter toute une série d'objets chez Burotrend (et un tapis chez Tapis Hertz). On peut les admirer sur son compte Instagram. Sur une photo publiée le 16 août 2023, la ministre est assise sur son fauteuil Walter Knoll (1 850 euros), les coudes appuyés sur sa « table de direction » Bene (5 200 euros) avec des souliers jaune assortis à son pot de crayons, aux poubelles et au cadre de sa caricature posée sur l'ensemble mural Bene (2 456 euros). Sur d'autres publications sur les réseaux sociaux, Bofferding pose sur son canapé Fritz Hansen (6 120 euros) ou sur son fauteuil *lounge* du même designer (4 220 euros). Le coût total de l'aménagement du bureau s'élève à 49 500 euros.

Presque un million d'euros dépensés en meubles pour des ministres qui n'en connaissent pas le prix

« Je n'étais pas au courant des prix », réagit cette semaine la cheffe de fraction socialiste, qui précise avoir aussi rééquipé « l'espace cabinet » (pour les réunions de son équipe) avec ce budget. Le grossiste en mobilier Burotrend lui aurait été proposé par l'Administration des bâtiments publics (du ministère du Développement durable et des Infrastructures alors dirigé par l'écologiste François Bausch). « Je voulais juste du blanc », détaille Taina Bofferding quand elle est interrogée sur les exigences qu'elle avait formulées. La commande aurait été gérée par sa secrétaire et la ministre aurait simplement signé la validation... sans voir le montant donc. La socialiste explique par ailleurs ne pas avoir gardé le bureau qui lui avait été mis à disposition temporairement car il était

« cassé ». La fraction socialiste a racheté au mois de mai, « certains meubles » du bureau de l'ancienne ministre Taina Bofferding... pour mille euros.

Reporter avait déjà relevé certains « luxes » que s'octroyaient la ministre. Avaient été documentés le recours à des chambres d'hôtel de meilleure catégorie que ses collaborateurs lors des déplacements, ou encore la sollicitation de prestataires externes pour produire des contenus sur les réseaux sociaux, y compris lors de visites à l'étranger, un cas unique dans le gouvernement. Face au *Land*, l'ancienne ministre de l'Intérieur et de l'Égalité se réfère aux révélations du même média sur les frais de bouche de son camarade à l'Économie, Franz Fayot (qui lui, à l'inverse de Taina Bofferding, n'a pas détruit les factures après une année) : « Je suis favorable à plus de transparence et plus de règles. »

L'installation de Léon Gloden rue Beaumont est l'un des déménagements ministériels les moins couteux depuis dix ans. Le *Land* s'est procuré auprès du ministère des Travaux publics, les factures du mobilier des ministres depuis 2013. La somme des dépenses en la matière s'élève à 911 000 euros.

On y relève un autre exotisme en matière de provenance du mobilier. En 2013, Maggy Nagel (DP) avait aussi déménagé les meubles de son ancien bureau de bourgmestre de Mondorf. Tables, fauteuils, canapés et tapis ont été rachetés par le ministère de la Culture. L'hôtel des Terres Rouges a ainsi signé un virement de 35 261 euros en faveur de la Commune de Mondorf-les-Bains. En 2018, Sam Tanson a un peu pimpé l'endroit, pour 14 096 euros. Éric Thill (DP) a tout remisé ou presque ce qui a été acheté cinq ans plus

tôt. Un chèque de 37 526 euros a été signé en faveur de Sichel.

Xavier Bettel (DP) est celui qui a le plus dépensé en meubles pour un seul bureau. En 2019, pour la remise en état de l'hôtel Saint-Maximim et le déménagement des services du Premier ministre (auparavant à l'hôtel de Bourgogne voisin), l'intéressé a fait installer 66 262 euros de meubles. Le bureau Walter Knoll, l'armoire de la même marque, ainsi que la table de réunion, six chaises, deux canapés (Montis), deux luminaires (Gubi) et une télévision (Samsung) ont été achetés chez Reed & Simon (à Hamm). Un set de trois tables basses (Marelli) et une chaise de bureau (Wilkhahn) ont été acquises chez Burotrend. Une autre table basse vient de chez Bonn (en centre-ville). Le tapis Santushti cent pour cent Tencel, 5 355 euros, vient de chez Tapis Hertz. Luc Frieden (CSV) a repris l'intégralité du mobilier a son accession à la tête du ministère d'État en novembre dernier.

L'enveloppe pour le mobilier acheté en 2018 à Casa Nova Contemporain pour le bureau du ministre du Développement durable, François Bausch, est la deuxième en ampleur pour un seul bureau, avec 64 167 euros dépensés. Mais le bureau de Bausch installé en juin 2023 dans le nouveau ministère de la Défense au bout du Kirchberg (face à Luxexpo) a coûté 19 631 euros, soit plus de trois fois moins que celui du *Héichhaus*. Ces meubles ont été achetés auprès de Maurer Einrichtungen qui a son *concept store* à Belair.

Dans le tableau présenté par le ministère des Travaux publics, le prix de certains objets, achetés de manière isolée (certaines factures ont été communiquées après la composition du

Wirtschaft

Léon Gloden en 2024
au ministère des Affaires
intérieures

land

12.07.2024

13

Quand les dépenses en mobilier de bureaux pour les ministres interpellent jusqu'à la responsable du ressort

relevé), peuvent heurter. Une armoire et un caisson sur roulettes de la marque Spiegels (modèle Taros) pour le bureau de Francine Closener à la Défense (LSAP) dans l'ancien palais de justice ont coûté 10 301 euros (facturés par Reed & Simon) en 2013. Dans les quelques achats effectués par Carole Dieschbourg pour son bureau au ministère de l'Environnement, figure un tapis Jan Kath Design, cent pour cent laine, acheté en 2015 chez Tapis Hertz pour 8 340 euros. Deux tables, un canapé et quatre chaises commandées chez Firstfloor (Junglinster) ont coûté 28 251 euros.

Pareil pour Corinne Cahen en 2013 au ministère de la Famille rue de Bitbourg, à Hamm. Une chaise de bureau et un panneau arrière pour table de bureau ont été facturés 4 310 euros par Burotrend. En 2020, la libérale a cassé la tirelire pour totalement refaire son bureau : 55 248 euros. Casa Nova Contemporain adresse une facture de 50 824 euros avec, entre autres, un canapé Campiello à 5 790 euros quatre lampes Foscarini coûtant ensemble 4 204 euros, plus une lampe de bureau Tolomeo à 821 euros. Le prix du tapis (180x180cm) aussi acheté chez Tapis Hertz semble modique à côté de celui de la ministre de l'Environnement : 3 000 euros. Ces recettes n'ont pas empêché ces deux enseignes de baisser le rideau. Le patron Casa Nova Contemporain, vaste magasin situé au coin de l'Avenue Porte Neuve, Marc Reding, a confié en mai à *Paperjam* qu'il cessait l'activité. La responsable de Tapis Hertz, Nathalie Aach, avait communiqué sur la cessation de l'activité de l'entreprise familiale le mois précédent.

Relevons que certains ministres se satisfont des meubles en place. Claude Meisch (DP) n'a acquis aucun objet à la tête du ministère

de l'Éducation. Ni en 2013, ni en 2018, ni en 2023. Pas même au Logement où il a atterri l'année dernière. Il faut dire que son prédécesseur, Henri Kox, avait fait claquer 28 200 euros chez Reed & Simon pour le mobilier de son bureau. Joëlle Welfring (Déi Gréng) et Serge Wilmes (CSV), respectivement en 2022 et en 2023, n'ont rien fait acheter non plus. Pareil pour Luc Frieden (CSV) au ministère d'État, Nicolas Schmit (LSAP) au ministère du Travail en 2013 ou encore Georges Mischo (CSV) aux Sports en 2023.

L'administration justifie le coût relativement élevé du mobilier choisi par son « caractère représentatif ». « Le choix des entreprises d'ameublement capables de fournir ce type de mobilier est plutôt restreint », commentent les services de Yuriko Backes (DP). Son ministère essaierait de varier les fournisseurs. Et les ministres ne seraient pas informés automatiquement des prix des meubles.

Mais le sentiment général à la lecture des frais engagés en meubles est que ces achats sont effectués à la légère ou manquent de cohérence. En 2013, Xavier Bettel a acheté pour 14 990 euros chez Bonn deux canapés, trois chaises « visiteurs » et une armoire pour son bureau de ministre de la Digitalisation où il n'a pas passé l'essentiel de son temps. Un canapé et deux fauteuils ont été rachetés chez Casa Nova contemporain en 2018 pour le même bureau, cette fois occupé par le ministre délégué Marc Hansen, ainsi que des lampes (chez AEM) et un sous-mains (chez Maurer Einrichtungen). Le montant : 15 596 euros. La ministre actuelle, Stéphanie Oberlin (CSV), n'a acheté qu'un fauteuil, de la marque Vitra (en cuir couleur cognac), mais il été facturé 3 912 euros par Burotrend.

Le mobilier acquis devient partie intégrante des bâtiments dans lesquels il est installé. « Il n'est déplacé que sur demande spécifique d'un ministre souhaitant conserver ce mobilier, notamment lors d'un changement de ministère », explique l'Administration des bâtiments publics (ABP). En cas de désamour, les meubles sont remisés dans l'un des quatre dépôts (à Bourmicht, Leudelange, Beringen et Esch). Ils peuvent être recyclés dans un autre bâtiment de l'État. Dans les 54 pages du document préparé par le ministère des Travaux publics, seuls deux ministres ont choisi des meubles du dépôt, Paulette Lenert (qui a quand même dépensé 103 866 euros par ailleurs entre ses trois bureaux à la Santé et ceux à la Coopération et à la Protection des consommateurs) et Etienne Schneider. Ce dernier a d'ailleurs très peu mis l'argent public à contribution, se contentant des meubles de Jeannot Krecké.

En France, le Mobilier national gère depuis le XVII^e siècle le mobilier ministériel et des édifices publics. Il rassemble plus de 340 spécialistes (historiens de l'art, artisans, manutentionnaires, etc) pour créer et restaurer meubles et œuvres d'art. Les collections de cette institution rattachée au ministère de la Culture rassemblent plus de 130 000 objets. En 2015, *Le Monde* faisait valoir qu'un bureau n'est pas seulement un « outil de travail, mais aussi un message que l'on diffuse ». Recevoir dans un style Restauration, ce serait vouloir s'inscrire dans une certaine tradition, dans un temps long. Choisir du design contemporain témoignerait d'une volonté d'afficher modernité et dynamisme. Le quotidien du soir raconte par exemple que Manuel Valls, pour son arrivée à Matignon en 2014, a demandé le bureau de Léon Blum, chef du Front populaire, afin d'affirmer son enracinement

à gauche quand beaucoup de socialistes le jugeaient trop libéral.

Au Luxembourg, ils sont trois agents à s'occuper de la gestion des bureaux ministériels (dont au moins une architecte intérieure). Sur saisine du ministre, l'ABP soumet des propositions, sous forme de vues en plan et de visuels 3D, parfois avec un *mood board*. Le choix du mobilier tient compte de l'environnement, moderne ou ancien, et est adapté aux desideratas du ministre, explique l'ABP dans un email. Sur le relevé des dépenses ministérielles en matière de meubles depuis 2013, seul Jean Asselborn a demandé une restauration de son salon style Louis XVI. Les ministres luxembourgeois préfèrent le mobilier de style contemporain. « Cette préférence s'explique par l'image moderne que véhicule ce mobilier, ainsi que par sa fonctionnalité améliorée et son caractère ergonomique », relate l'ABP.

Sollicitée par le *Land*, l'ancienne ministre des Finances, Yuriko Backes, rappelle qu'elle a toujours eu à cœur d'assurer « une gestion responsable des dépenses ». Alertée par nos demandes, la récemment nommée ministre des Travaux publics a donné instruction d'indiquer le prix du mobilier au ministre de manière systématique (il n'était jusque-là que communiqué sur demande) : « Le choix final doit être approuvé par ce dernier explicitement et en connaissance de cause ». Le ministère dit ainsi travailler actuellement avec l'Administration des bâtiments publics sur un cadre de nouvelles règles à mettre en place pour améliorer la cohérence en la matière, « tout en maintenant une gestion saine des deniers publics », mais aussi en assurant « une représentation professionnelle appropriée » pour un bureau ministériel, complètent les services de Yuriko Backes. ●

Les ratés de l'Union bancaire

III Georges Canto

Des États s'opposent à la Commission au sujet de la supervision des petites et moyennes banques

Le 15 mai dernier marquait le vingtième anniversaire de l'adoption de l'emblématique directive sur les Marchés d'instruments financiers (MIF). Durant ces deux décennies, la réglementation financière a foisonné avec une accélération après la crise financière de 2008, mais dans certains domaines elle a aujourd'hui tendance à patiner. Deux importants projets initiés il y a déjà dix ans peinent à voir le jour.

Le premier est celui de l'Union des marchés de capitaux (UMC), une initiative lancée par Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, présentée le 15 juillet 2014. Sa progression est tellement lente que sa réalisation en devient hypothétique. Le second est l'Union bancaire, adoptée en avril 2014 et entrée en vi-

gueur en novembre suivant. Mais ici le calendrier s'est accéléré au printemps 2024. Les projets d'amélioration présentés par la Commission en avril 2023 ont été avalisés par le Parlement européen le 18 avril dernier. Mais ils ont été largement édulcorés par les États membres dans un document publié le 19 juin, si bien que l'exécutif européen s'est laissé aller à une réaction inhabituelle en qualifiant la manœuvre de « retour du nationalisme bancaire ».

Pour le grand public le terme Union bancaire (*banking union*) peut prêter à confusion, car il évoque une fusion ou une acquisition. Il désigne en fait un dispositif, imaginé après la crise financière de 2008, qui repose sur deux piliers, dont le plus connu est le Mécanisme de supervision unique (MSU). Concrètement depuis fin 2014, c'est la BCE qui supervise directement les 130 plus grandes banques de la zone euro afin, notamment, de vérifier qu'elles n'en menacent pas la stabilité financière. Le second pilier, plus complexe, est constitué par le Mécanisme de résolution unique (MRU), destiné à gérer les défaillances des banques grâce à des règles, des procédures et des modalités pratiques harmonisées, mais en s'appuyant également sur un Fonds de résolution unique alimenté par les cotisations des banques, qui atteint aujourd'hui quelque 80 milliards d'euros. Les deux piliers devaient être initialement complétés par un système commun de protection des dépôts, sur le modèle du FDIC américain.

Le 16 juin 2022 l'Eurogroupe s'est félicité du succès du dispositif depuis sa mise en œuvre. Mais dans sa déclaration solennelle, les ministres des Finances et la zone euro ont déploré que « l'Union bancaire reste incomplète ». Ils ont été rejoints en cela par le Comité aux affaires économiques et monétaires du Parlement européen dans son rapport annuel sur l'Union bancaire publié cinq jours plus tard. Dans la foulée, la Commission européenne a présenté le 18 avril 2023 un projet de réforme du sauvetage des banques, plus connu sous son sigle anglais CMDI (Crisis Management and Deposit Insurance). Il s'agit principalement de renforcer la protection des contribuables et des épargnants en cas de faillite de banques de taille moyenne et modeste. Le nombre de ces dernières, bien qu'en diminution régulière, s'élève encore à 4 900 unités, dont près du quart sont allemandes.

Actuellement, la gestion des défaillances des grandes banques européennes est confiée au Conseil de résolution unique (CRU). Mais lorsqu'une petite ou moyenne banque est en difficulté, c'est aux autorités nationales d'intervenir. Or elles le font selon des pratiques variables, qui passent encore trop souvent par le recours au contribuable. Comme lorsque, en 2017, l'Italie a

La Commission s'offusque du retour du nationalisme bancaire

décidé de sauver la plus vieille banque du pays, la Monte dei Paschi di Siena, en y injectant 5,4 milliards d'euros d'argent public. La Commission propose d'élargir à ces établissements le cadre européen de mesures qui organisent la liquidation ordonnée et harmonisée d'une banque défaillante.

Il s'agit notamment de faciliter l'utilisation des « filets de sécurité » financés par les cotisations du secteur bancaire (systèmes nationaux de garantie des dépôts et fonds de résolution unique) pour financer le transfert des actifs d'une banque défaillante vers une banque saine. Un mécanisme préventif plus efficace et moins coûteux pour protéger les épargnants que d'avoir à les indemniser après une crise bancaire. Un dispositif qui, bien que non contraignant, devrait amener les autorités nationales à réduire le recours à l'argent public en évitant par exemple des recapitalisations d'urgence.

Pour Mairead McGuinness, commissaire européen aux services financiers, « la réforme va améliorer notre capacité à assurer que n'importe quelle banque peut quitter le marché en douceur, quelle que soit sa taille ou son modèle ». Toutefois la Commission n'a pas précisé combien de banques pourraient être concernées par la réforme. Son texte devait être discuté par le Parlement et par les États membres en vue d'une adoption en 2025. Sans surprise, car ils y étaient hostiles dès le départ, ces derniers l'ont largement amendé sur plusieurs points-clés. Le 19 juin, le Conseil européen a publié un document aux termes duquel, pour simplifier, les États, qu'il représente, souhaitent « garder la main » sur la résolution des difficultés des petites et moyennes banques en utilisant leurs outils et méthodes habituels.

La réponse de la Commission à la stabilité financière et à l'union des marchés des capitaux, ne s'est pas fait attendre, et elle a été exceptionnellement vive. Dans un discours prononcé devant le groupe de réflexion politique européen Bruegel, le 26 juin, Mairead McGuinness, tout en rendant hommage à la position conciliante du Parlement européen, a fustigé celle du Conseil, qualifiée de « très décevante ». « Les amendements du Conseil

n'augmenteraient pas la stabilité financière, n'uniformiseraient pas les règles du jeu, n'amélioreraient pas la protection des déposants et ne réduiraient pas l'utilisation de l'argent des contribuables », a déploré la commissaire irlandaise.

Cette volonté de contrôler les mécanismes de résolution de leurs banques signifie pour Mairead McGuinness que « le nationalisme bancaire n'a pas disparu et qu'il est même peut-être en train de se réinventer ». Un des aspects de ce nationalisme bancaire est aussi la réticence des autorités nationales à encourager des fusions bancaires transfrontalières, alors que pour la Commission, elles faciliteraient grandement la réalisation de l'Union des marchés de capitaux, l'autre grand projet dans l'impasse. « Les fusions pourraient rendre les banques plus résilientes aux chocs grâce à une plus grande diversification des actifs, et elles permettraient aux banques européennes d'avoir des modèles économiques plus efficaces, de poursuivre des stratégies de croissance et d'investir dans la numérisation et la cybersécurité, qui nécessitent des investissements », a déclaré McGuinness.

Les fusions transfrontalières rendraient également les banques européennes « mieux équipées pour rivaliser avec leurs homologues non européennes », selon la commissaire, qui vise ici les banques britanniques, américaines et asiatiques. Ce thème a connu également une accélération depuis mai 2024, quand le président Macron et le gouverneur de la Banque de France ont fait, de manière inopinée, des déclarations favorables à des rapprochement transfrontaliers, considérant que les fusions-acquisitions sont difficiles dans certains pays connaissant déjà une forte concentration bancaire. Le dernier nommé en a rajouté une couche lors d'un congrès le 11 juin.

Comme en réponse, Tom Dechaene, directeur à la Banque nationale de Belgique, représentant de son pays au sein de la supervision bancaire de la BCE, a défendu une position diamétralement opposée, dans *Les Echos* du 4 juillet, déclarant n'être « absolument pas persuadé du besoin de devenir plus grand ». Selon lui la rentabilité des petites banques (moins de cent milliards d'euros de bilan) dans la zone euro augmente jusqu'à 250 ou 300 milliards d'euros d'actif, mais elle décline au-delà. « Cela signifie soit qu'il n'y a pas de synergies, soit que d'autres coûts cachés viennent annuler les synergies. Une banque de plus de mille milliards de bilan n'est pas forcément plus rentable qu'une banque plus petite ». Dans cette optique même des fusions domestiques n'auraient pas forcément de sens. Difficile d'imaginer dans ces conditions que le Conseil européen puisse émettre une quelconque déclaration commune, tant les positions restent divergentes. ●



La commissaire aux services financiers, Mairead McGuinness, le 18 juin à Francfort

Une histoire de dette

Si les États tiennent tant à exercer une « surveillance nationale » sur leurs secteurs bancaires, c'est qu'ils en ont besoin pour financer leur endettement. Parmi les pays de l'UE pour lesquels les données étaient disponibles en 2022, la part de la dette publique détenue par les « sociétés financières résidentes » (assurances, banques commerciales, banque centrale, fonds) dépassait les 70 pour cent au Danemark et en Suède, atteignant 64 pour cent en Italie et se situait entre cinquante et soixante pour cent en Allemagne, en Espagne et en France. Le Luxembourg n'était pas loin derrière (46,7 pour cent). L'enjeu est énorme pour des « États cigales » comme la France, où la dette publique frôle les 111 pour cent du PIB. Le pays a emprunté 270 milliards d'euros sur les marchés en 2023, sous forme d'obligations et de bons du trésor. Au moment de leur émission, ces titres sont obligatoirement souscrits par des banques sélectionnées, appelées « spécialistes en valeur du trésor » (SVT). Elles sont au nombre de quinze. Parmi eux, quatre françaises seulement, mais trois d'entre elles (BNPP, SG, Crédit Agricole) figurent régulièrement dans le Top 5 des plus gros souscripteurs. Au final, les banques françaises détiennent dix pour cent de la dette publique totale du pays. Bien moins que la Banque de France, propriété de l'État, qui en possède à elle seule vingt pour cent, soit plus de 600 milliards d'euros. gc



Nicolas Bouvy

« Le skate est une activité presque sacrale »

III Entretien : Godefroy Gordet

Le skate board entre aux Jeux Olympiques. L'occasion de parler avec Dan Luciani, pionnier du genre au Luxembourg

Enfant des années 1970, Dan Luciani a vécu la première grosse vague du skate en Europe, celle qui succédait aux pionniers des années 60 qui ont sauvagement essuyé les plâtres. Sur sa petite *banana board*, il entre inconsciemment dans un monde qui va bientôt le happer. À la fin des années 1980, il a quinze ans et le skate le branche de plus en plus. Il feuillette des *Thrasher*, mate des vidéos des labels Santa Cruz ou Powell, et se sent de plus en plus connecté à cette activité qu'il trouve à la fois ludique et folle. En voyant des photos de types poser des *backside* dans un énorme half-pipe, il se procure sa première planche pro, une Powell Valley, et se met à vraiment skater.

Bien des années plus tard, en octobre 2016, il signe l'article *Le flow du skateboard* dans le magazine *Forum*. Il y livre une analyse sociologique du skateboard, fichtrement intéressante. Le sujet est suffisamment rarement traité pour en remettre une couche, le décortiquer un peu et le mettre en perspective avec les problématiques actuelles. Il est intéressant de s'adresser aux personnes moins averties, voire aux réfractaires au skate, ou ceux qui le voient sous un mauvais augure. Il s'agit d'offrir un dialogue éclairant sur une pratique qui s'installe aux Jeux Olympiques faisant partie des quatre sports additionnels de Paris 2024. Alors, qui de mieux que ce prof, formé en sociologie et en anthropologie et surtout skateur actif, pour tenter un semblant de définition à ce qu'est le skate moderne.

D'Land : Vous expliquez dans votre article de 2016 que « l'avènement du skateboard est un phénomène assez typique de la société moderne : il s'agit d'une pratique hautement individualisée, qui met en scène le soi au lieu de la collectivité... ». Pourtant, on parle bien d'une communauté, rare sont les skateurs qui pratiquent seuls. Pourriez-vous nous parler de ce paradoxe entre l'individuel et le collectif dans le skate ?

Dan Luciani : C'est effectivement un paradoxe. Il s'agit de deux niveaux différents. Je parle d'une pratique hautement individualisée parce que je la compare aux sports « classiques », où le pratiquant est enchâssé dans une structure, suit un chemin qui a déjà été prédestiné, et où l'aspect compétitif est souvent décisif. Dans le foot par exemple, l'individu se fond dans le collectif : outre certains joueurs d'exception, ils sont onze sur le terrain. Alors que le skateur pratique individuellement, il se pose lui-même ses objectifs, il peut décider de ne pas en avoir, il roule quand il veut et où il veut, ne suit pas d'entraînement. Par ailleurs, l'être humain est un être social, il forme aussi une collectivité. Mais même si on roule à deux ou à dix et qu'on se motive mutuellement, il y a quand même ce « moi » qui décide. Dans le skate, l'individu prime, même si être dans un groupe de skateur demande une certaine détermination. On ne fait pas partie de cette communauté sans se donner à cent pour cent, sans y laisser une certaine part de soi-même. Il ne suffit pas de venir à une session, de porter sa planche sous le bras, il faut se vouer vraiment à l'activité, avec les autres.

[...]

Dan Luciani préfère la verticalité

[Suite de la page 15]

Qui ont été les pionniers du skate au Luxembourg ?

Le skate au Luxembourg a débuté en 1976 ou 1977. Avant que je m’y mette, il y avait une petite bande de skateurs qui roulaient ensemble, qui avaient leurs spots. J’ai documenté cela dans une exposition sur le skate que j’ai présentée en 2005 à la Kulturfabrik. J’ai commencé le skate vers 1988-89, une période où il se développait fortement en Californie et en Angleterre. Les premiers skateurs professionnels apparaissaient. Il y avait quelques skateparks en France et en Allemagne. Au Luxembourg, j’avais le sentiment qu’on était en retard et que personne ne connaissait cette pratique à part une poignée de jeunes skateurs. On nous regardait un peu de travers. Ce n’était pas considéré comme « sérieux ». Pourtant la scène qui m’a inspirée vivait déjà à fond le truc, et certains avaient un bon niveau : Frank, Gilles, Patrick, Sloggy, Ronnie, les frères Usel, Speedy, tous ces types avec qui j’ai fait mes débuts. Il y avait un acharnement, une motivation, des passionnés. Il y avait cette ambiance à l’époque, mais pas de skateparks. On roulait sur le parvis de la cathédrale à Luxembourg-ville, même si c’était interdit. C’était vraiment LE spot où on se retrouvait surtout les weekends. À l’époque, je ne savais pas que c’était illégal et quand quelqu’un criait « les flics ! », je suivais les autres en courant. C’était assez marginal en fait. Ce n’est qu’en 1993 que le premier skatepark a été à Luxembourg. Aujourd’hui, il ne mériterait même pas ce nom-là. Ensuite la plupart de ceux de la génération des années 80 ont arrêté le skate. Vers 1992-94, une nouvelle génération est arrivée, celle des « Big pants – small wheels », celle des vidéos de « Plan B ».

Vous expliquez que le skate pousse à la construction de l’identité de l’individu : « être skateur est plus que juste rouler sur une planche : on y dédie sa vie ». Comment percevez-vous la nouvelle génération de skateurs ?

Les années 80 m’ont toujours le plus inspirées, du côté du style, comme de l’ambiance. Ça a été une période vraiment formatrice pour moi. Je pense que cette génération-là était assez ouverte et non compétitive. Dans les années 90, ça a changé. On ressentait une certaine pression. Il fallait être capable d’effectuer tel ou tel *tricks*, alors, j’ai commencé à me retirer sur les *mini-ramp*, les *bowls*, les *pools*. Il y a eu une évolution plus *street* et très technique. Et puis, dans les années 2000, il y a eu un renouveau du skate, avec un nouvel intérêt pour les *pools*, et le skate en vertical. Depuis les années 2010, c’est qu’il y a une polyvalence. Beaucoup de jeunes sont excellents dans tout. Il y a des pros qui font des compétitions *half-pipe*, *mega ramp*, ou des *street part* et ont un sacré niveau dans toutes ces disciplines. Ça me réjouit vraiment.

Vous parlez du skateur, « des poseurs », des passants... Quel regard porte la communauté skate sur les femmes, les « skateuses » ?

On ne peut pas comparer le Luxembourg à la France, la Belgique ou l’Allemagne. Ici, les effectifs sont très réduits, et bien sûr que les femmes étaient sous-représentées à mon époque. Je me rappelle avoir vu une seule fois une femme

« Il ne suffit pas de réussir un trick, il faut aussi le faire d’une belle façon. Cet engagement pour le beau est du ressort de l’art. »

rouler avec les autres à Luxembourg-Ville. D’abord ça m’a surpris, mais je me suis vite dit qu’il n’y avait pas de différence à faire. Ce n’est que plus tard que j’ai vu dans certains magazines, des articles sur la tolérance envers les filles dans le skate. À la même époque j’ai commencé à m’intéresser à la musique alternative, au punk rock, qui prône des valeurs antiracistes et égalitaires. Pour moi c’était assez clair qu’il n’y avait pas de raison de ne pas accepter les filles et que cette question était superflue. Je me rappelle qu’il y avait des filles au skatepark qui ne roulaient pas, qui venaient pour « chiller » avec les skateurs. Elles étaient qualifiées de « bettys ». Aujourd’hui, certains événements sont dédiés aux filles. Par exemple, le skatepark de Schifflange organise le *Girls Skate* chaque année. Je me demande si c’est vraiment nécessaire. Pour moi, l’intégration des filles dans le skate devrait être normalisée, automatique. Ça ne devrait pas nécessiter une attention particulière, je trouve ça presque triste qu’un tel événement soit nécessaire. J’ai vu pas mal de skateuses lors de mes passages à la « Vert Attack » à Malmö en Suède, qui attirait toujours les meilleures des *vert riders*, tous âges et genres confondus : Allysha Le, Nicole Hause, Julz Lynn, Brighton Zeuner, qui n’avait que onze ans mais qui y allait déjà à fond, et surtout Lizzie Armanto, qui roule pour Birdhouse.

Avec l’émancipation de la discipline via Internet et les réseaux sociaux, on a l’impression que l’esprit de la culture skate est biaisé, que le skate devient mainstream. Est-ce que le skate est toujours une « subculture » quand on voit les fringues skate se porter partout, collaborer avec l’industrie du luxe, s’afficher dans le rap, le cinéma et dans toute la pop culture moderne ?

On dirait que les skateurs ont peur de voir ces marques « souiller » le skate, comme s’il s’agissait d’une religion. Le skate est une activité presque sacrée, et les skateurs sauront toujours se la réapproprier. Peut-être que c’est bien de voir des marques de luxe s’approprier le skate, parce que cela

va donner lieu à des contre-mouvements. Mais je me demande surtout ce qui va changer par rapport aux Jeux Olympiques. Va-t-on percevoir le skate comme juste un sport, régi par des entraînements, des codes et des règlements ? On constate cette évolution dans le surf. J’ai récemment vu un documentaire sur une génération de surfeurs qui sont intégrés dans une logique étatique de recrutement et de compétition pour représenter la Chine aux J.O. On ne peut pas dire que le skate est vraiment une subculture à tel moment et mainstream à un autre, on ne peut pas simplifier à ce niveau-là. Il ne faut pas oublier que dès les années 1970, le skate était déjà une affaire big-business en Europe. Il suffit de voir son apogée à la fin des années 70, avant de tomber dans l’oubli entre 80-82. Le skate était vraiment à terre. Le domaine était largement abandonné par les grandes marques. La naissance du magazine *Thrasher* était vraiment destiné aux « curés » du skate. Puis, dans les années 87-88, le skate était à nouveau à la mode, un business à plusieurs millions et les skateurs se posaient déjà ces questions à cette époque. Et ils se les posent à nouveau aujourd’hui. Il y a toujours eu un côté big-business, l’appropriation d’une partie du gâteau, mais ça passe... Et il y aura toujours des skateurs qui tenteront de rester aux racines, si j’ose dire.

Vous parlez d’une forme d’expression personnelle et artistique, dans le sens où le skateur redéfinit l’environnement urbain autour de lui. Le skateur est aussi un performeur, un designer, alors ?

En partant de la question « *c’est quoi le skate ?* », je me suis rendu compte qu’on l’associe à une activité sportive, mais que c’est plus que cela. C’est quelque chose qui rassemble les gens, une activité sociale malgré ce côté individualiste. Ensuite, je me suis penché sur le côté esthétique et j’ai constaté que le style importe vraiment. Mais il n’est pourtant pas évalué comme dans d’autres sports comme le patinage où il y a une note artistique. Il y a une certaine appréciation du skateur, de son style personnel, une esthétique qui vient de la position du corps, des mouvements, mais ce sont des facteurs qui sont évalués d’une manière ambiguë. Il n’y a pas de critères fixes. Je pense que cela fait partie d’un aspect « artistique » en quelque sorte. On pourrait comparer ça à la danse, même si les skateurs ne vont pas apprécier, mais c’est tout comme dans le sens où on effectue des figures. C’est intéressant d’ailleurs de dire un « trick ». Le côté technique est davantage représenté par ce terme quand le côté esthétique est représenté par le terme de « figure ». La figure fait référence plutôt à des mouvements corporels qu’on retrouve aussi dans d’autres activités sportives où l’esthétique joue un rôle. Il ne suffit pas de réussir un *trick*, il faut aussi le faire d’une belle façon. Cet engagement pour le beau est du ressort de l’esthétique, et de l’art, je pense.

Quels sont les spots où rident les skateurs luxembourgeois de nos jours ?

Le plus connu est celui de la Philharmonie au Luxembourg. Il y a une architecture très urbaine qui se prête plus au street, ça me parle un peu moins parce que je n’ai jamais été très bon là-dedans. Dans les années 80 c’était surtout le parvis de la cathédrale. Il y a aussi le spot de l’école européenne et le campus Geesseknäppchen. Personnellement, je me suis retiré dans le terrain vertical à partir des années 90. Un spot que j’aimerais mentionner, c’est un « full pipe » au sud de Luxembourg, qui a été découvert par des skateurs des années 80. C’est un tunnel qui a une forme ovoïde.

Pratique longtemps considérée comme infantile, masculine, et immature, les temps changent. Maintenant, les premières générations de skateurs « vieillissantes », côtoient une nouvelle génération de jeunes, aux destins et aspirations très différents. Le skate a une force qu’aucune autre pratique n’a, celle de « l’intergénérationnalité ». Alors, de votre point de vue, quels sont les enjeux du skate moderne ?

Cette question me fait penser à quelqu’un qui serait en mesure de juger, ou qui jetterait un œil dans sa boule de cristal pour prédire l’avenir. Je ne pense pas qu’il y ait vraiment à se poser cette question. Le skate se porte très bien, même s’il peut y avoir des évolutions problématiques, mais les skateurs ont toujours réussi à diriger le skate dans la bonne direction. Je pense que le skate, reste toujours le skate. Quand je roule, je ne vais pas mettre tout ça en perspective, penser aux enjeux, aux Jeux Olympiques, ou au business. Si je fais du skate c’est parce que j’aime faire ça, que ce soit seul, avec des amis en petite session. Je ne pense pas être en position pour émettre un tel jugement. Le skate est la somme de ce que les skateurs vont en faire. Je leur fais confiance. Et il peut y avoir autant de Louis Vuitton qui tenteront de s’approprier le skate, ça ne prendra jamais. ●



LÄSTERLITANEIEN

Kein Platz für Frieden

IIII Guy Rewenig

Notizen zur Selbstbewunderung in der Politik



Die Einwohner Conterns
scheinen die
Place Luc Frieden zu meiden

Ja, es ist immer wieder schön, wenn Politiker für ihre Leistungen geehrt werden. Das setzt natürlich voraus, dass sie auch wirklich etwas geleistet haben und die Ehrung verdienen. Diese Grundbedingung scheint hierzulande nicht zu gelten. Wir treiben lieber eine Art kompensatorischen Nationalsport: Jeder Zwerg wird zum Riesen aufgeblasen, jeder Ladenhüter zum Novum hochstilisiert. Das liegt wohl an unserem geopolitischen Minderwertigkeitsgefühl. Wir plustern uns auf, um sichtbar zu bleiben. Miniaturstaaten wie Luxemburg unterliegen irgendwie dem Zwang, selbst Nichtigkeiten so aufzublasen, dass sie wie Großereignisse aussehen.

In Contern wurde feierlich eine „Place Luc Frieden“ eingeweiht. Wieso? Was ist der Anlass? Wurde der neue Platzhalter im Katar zum Honorarscheich ernannt? Ist er Ehrenvorsitzender des IKPV (Internationaler Kreis der Parlamentsverächter) geworden? Hat ihn die Deutsche Bank nachträglich zum „senior concealment fellow“, also zum herausragenden Verschleierungsmitarbeiter erklärt? Oder hat ihm die AAS (Académie des Anciens du Spëtzeléngscht) die Ehrendoktorwürde verliehen?

Nichts von alldem. Die Erklärung ist bestürzend banal. Unmissverständlich hat die Bürgermeisterin von Contern betont, wieso eine Place Luc Frieden mitten im Dorfkern sich geradezu aufdränge: Herr Frieden wohne seit über 30 Jahren in der Gemeinde, man könne ihm immer mal wieder auf den Dorfstraßen begegnen. Diese Argumentation ist schlicht entwaffnend und zugleich riskant. Denn sie bedeutet ja, dass jeder Einwohner, der sich nachweislich seit über 30 Jahren in Contern aufhielt

und sich auch als Fußgänger bisweilen an die frische Luft begab, im Prinzip Anrecht auf einen eigenen Platz hat. Die Gemeinde wird sich vor lauter Platzeinweihungen nicht mehr retten können. Bald wird Contern zum weltweit dorfplatzintensivsten Flecken aufsteigen. Das ist hochgradig guinnessbuchverdächtig und wird Abermillionen von Touristen anlocken.

Doch diese Touristen werden sich die Augen reiben. Auf der Place Luc Frieden fehlt zum Beispiel jeder Hinweis auf den Namensgeber. Keine Information, um wen es sich hier handelt, kein erläuternder Zusatz, nichts. Nur „Luc Frieden“ und fertig. Ist dieser Luc Frieden ein Mann ohne Eigenschaften?, werden sich die Touristen fragen. Da kommen wir der Sache schon näher. Friedens Alleinstellungsmerkmal jedenfalls ist eine geradezu bohrende Machtbesessenheit. Das könnte man doch auf dem Namensschild vermerken, oder nicht? Etwa „Place Luc Frieden – Maniaque du Pouvoir“? Immerhin plant der politisch befreundete Escher Schöfferrat eine Umbenennung des Brillplatzes in „Place Pim Knaff – Génie fiscal“. Warum inspirieren sich die Politiker aus Contern nicht an dieser mutigen Initiative?

Dabei liefert der neue Platzherr selbst steile Vorlagen für eine präzisere Kennzeichnung: „Place Luc Frieden – Conso-lateur des riches, persécuteur des pauvres“ zum Beispiel. Das hätte zumindest etwas schön Provokantes, ganz im Sinne der neuen Regierungspolitik. Wir erinnern uns genau, wie sich der CSV-Kandidat Frieden kurz vor den Parlamentswahlen von einem landbekannten Baulöwen zum Geburtstagsbankett einladen ließ. Mit seiner demons-

trativen Präsenz signalisierte er dem erlauchten Kreis von Besserverdienern: Ich bin euer Mann. Ich bin für euch da. Sollte ich Regierungschef werden, dürft ihr euch vor Freude die Hände reiben. Genauso ist es gekommen. Im Baulöwenlager herrscht dank Frieden eitel Sonnenschein.

Die hausgemachte nationale Wohnungsnot ist also behoben. Oder nicht? Immerhin beweist die Bürgermeisterin von Contern einen gewissen Sinn für makabren Humor, um nicht zu sagen für obszöne Pointen, wenn sie einen Ortsansässigen ausgerechnet und exklusiv fürs Wohnen mit einem Ehrenplatz auszeichnet. Wie klingt denn das? Qualifikation: Wohnender? Herr Frieden kann sich das Wohnen ja leisten. Das können Abertausende Landsleute nicht. Wenn einerseits die Bekämpfung der krassen Wohnungsnot zur politischen Priorität erklärt und andererseits der Regierungschef *himself* für sein privates Wohnen belohnt wird, ist irgendwo ein Knoten in der Leitung. Herrn Frieden wird es nicht stören. Vermutlich pilgert er immer sonntags nach dem Hochamt mit seiner Gattin zur Place Luc Frieden und genießt seine umwerfende Berühmtheit. Siehst du, Marjolijne, jetzt bin ich als sauber asphaltierter Dorfplatz auferstanden. Ich bin so stolz auf mich. Sei dankbar, du hast einen unschlagbaren Gatten. Wollen wir uns nicht ein Weilchen im Schatten meiner selbst niederlassen?

Schauen wir genauer hin. Dieser leere Frieden-Platz ist ein Grundstück in zentraler Lage. Eine hochwertige Baulücke also. Warum baut die Gemeinde Contern hier

[...]

[Fortsetzung von Seite 17]

nicht? Statt die Fläche brachliegen zu lassen, könnte sie ein paar Tiny Houses für einheimische Soziallohnempfänger errichten. Oder für zugewanderte Kriegsflüchtlinge. Und das Areal folgerichtig „Place de la Solidarité“ nennen. Warum muss partout ein abgehalfterter Deutsche-Bank-Flüchtling mitten in Contern Baugrund blockieren? Ach, das sind nur vergebliche Gedankenspiele. Wenn wir nämlich lesen, dass auch die LSAP-Schöffin aus Contern der Ehrerbietung an den politischen Erzfeind Frieden zustimmte, können wir nur schlussfolgern: *Do ass awer eng gewalteg Wurzel am Parteientirang.*

Doch wir müssen neidlos gestehen: Herr Frieden ist der kapitale Hecht im Regierungsteich. Das wundert uns nicht, denn er hat sich vorsorglich mit lauter kleinen Zierfischen umgeben, neongrünen Zwergbärblingen ohne jeglichen Nährwert. Nur seinen Finanzminister muss er im Auge behalten. Denn dieser Kerl, der einzige Goldfisch im Sortiment, hat das Zeug, die Kunst der Selbstbewunderung noch weit stärker als Frieden auf die Spitze zu treiben. In Sachen Ego manie macht ihm so bald keiner was vor. Er ist ein abgehärteter Selbstdarsteller.

Dankenswerterweise hat das Online-Portal *reporter.lu* in seiner satirischen Sonntagsrubrik „Retrospect“ eine unerhört weltbewegende Begebenheit publik gemacht: Am 12. Mai 2024 um 20.08 Uhr postete Herr Gilles Roth, Finanzexperte in Friedens Regierung, auf *Facebook* ein Selfie mit dem Zusatz: „Sonndes Owes ... warden op eng Pizza.“ Garniert hat er die Textzeile mit drei fröhlichen Emojis.

Wie bitte? Das Warten auf eine Pizza als staatsmännischer Akt? Was um alles in der Welt will uns der Herr Minister sagen? Etwa: Seht mich an, ich bin wie ihr, also sehr volksverbunden, am Sonntagabend packt mich die Pizzalust, da geht der Heißhunger mit mir durch, das muss ich unbedingt dokumentieren, es ist so cool, auf meiner Terrasse den Populisten zu mimen? Oder: Hier bin ich, hier steh' ich, hier sollt ihr mich bewundern, ich bin so unsagbar einmalig, mir fehlen die Worte, also zeig' ich euch meinen markanten Kopf? Doch wer weiß, vielleicht haben wir demnächst Anrecht

Am 12. Mai um 20.08 Uhr war nichts Nennenswertes los in der Welt. Nur ein paarhundert Millionen Kriegsoffer. Und Herr Roth wartete auf seine Pizza

auf ein alternatives Roth-Foto mit der Textzeile: „Sonndes Owes ... warden op e Geeschtesblätz.“ Aber das kann dauern.

Dieses Pizzafan-Foto jedenfalls ist eine echte Rarität, ein Kleinod sozusagen. Denn es zeigt einen amtierenden Politiker im Moment der Selbstentblößung. Und zwar in Nahaufnahme. Auf Anhieb fällt auf, dass Herr Roth vermutlich mit der Kamerafunktion seines Smartphones nicht umgehen kann. Sein Gesicht wirkt verzerrt, er sieht wirklich sehr unvorteilhaft aus, jedenfalls ganz anders als auf seinen retuschierten und geglätteten Wahlkampf-

porträts. Hier blicken wir in das Antlitz eines ungeschminkten Luxushungerleiders. *Wou bleift dann nëmmen dee Pizzafuzzi? Elo waarden ech schonn iwwert eng hallefStonn!* Da macht sich Unmut breit in seinen Zügen, eine Mischung aus Gier und Ungeduld. Warum nur besteht er darauf, sich in ein derart schlechtes Licht zu rücken? Oder will er nur öffentlich die „Fiseminn“ eines hemmungslosen Wohlstandsbürgers vorführen, dem vor lauter Blasiertheit die Backen schwellen?

Zugegeben, wir sollten nicht kleinlich sein. Am 12. Mai 2024 um 20.08 Uhr war ja nichts Nennenswertes los in der Welt. Nur ein paarhundert Millionen Kriegsoffer, Flüchtende, Geknechtete und Entrechtete weit jenseits des luxemburgischen Miniaturuniversums. Alles Peanuts. Von diesen weltpolitischen Quertreibern lässt sich ein Pizzaliebhaber wie Herr Roth nicht den Sonntagabend verderben. Es steht ja fest: All diese Unglücksraben haben mit Pizza ohnehin nichts am Hut.

Wechseln wir kurz die Perspektive. Während der Minister seiner Fütterung entgegenfiebert, ist der Pizzalieferant unterwegs. Er kurvt mit seinem Mobil durch das baulich grausam verunstaltete Mamer und fragt sich vielleicht: Ist mein Kunde nicht zufällig jener Herr, der bis vor kurzem Bürgermeister dieser Gemeinde war? Hat man ihn nicht zum Landesmeister im Schuldenmachen gekürt, sozusagen zum nationalen „Scholddaasch“ schlechthin mit einer sagenhaft desaströsen kommunalen Bilanz? Hat er nicht eindrucksvoll bewiesen, dass er von wirtschaftlicher Ausgewogenheit und Nachhaltigkeit keinen blassen Schimmer hat? Kurz gesagt: Dieser Herr ist ein Finanzgenie. Jedenfalls im Verständnis des Herrn CEO Frieden, der ja selber ein Genie im Phrasendreschen und Sprücheklopfen ist, mit einer verbrieften politischen Glanzleistung: Parlamentsflucht mit Bankgarantie. Er umgibt sich folgerichtig mit lauter anerkannten Genies. Herr Roth zum Beispiel kommt als quasi überqualifizierter Finanzminister ins Frieden-Kabinett. Wie gesagt: Nichts als blendende Genies.

Diese Kabinettsmitglieder müssen nichts beweisen und nichts rechtfertigen. Als ausgewiesene Christen stehen sie unter dem besonderen Schutz des Allmächtigen. Und ein Christ kann per se kein böser Mensch sein.

CSV-Kongress am 16. März in Hesperingen, als Luc Frieden neben der Regierung auch die Kontrolle der Partei übernahm



Man sieht es am lieben Herrn Putin, wie er sich auf seinen Propagandavideos in einer Kirche mit demütiger Miene bekreuzigt und dann gerührt ein Kerzlein für den Weltfrieden anzündet.

Moment mal. Natürlich schätzen wir die kruden Gedankengänge eines Pizzalieferanten auf dem Weg zum hungrigen Herrn Roth. Er hat den Vorteil, das politische Geschäft von unten zu betrachten. Das erklärt seine beträchtliche Skepsis. Aber wie kommt er auf den Allmächtigen? Die genialste Volkseinschüchterungs-Erfindung aller Zeiten? Gäbe es einen Gott, müssten wir ihn dringend fragen: Herr im Himmel, warum zum Teufel suchst du unseren Staat heim mit dieser Bande von stümperhaften politischen Azubis? Sind dies die allerletzten Reservisten aus deiner christlichen Kaderschmiede? Was haben wir Staatsbürger nur verbochen? Warum müssen wir uns mit einem sogenannten „Neie Luc“ und seinen nicht minder „neien“ Akolythen herumschlagen? Warum hörst du nicht auf den unfehlbaren CSV-Propheten Juncker, der seinem Adlatus seinerzeit unmissverständlich bescheinigt hat: „Vu Politik versteet hien näischt“?

Oder bist auch du, Meister der himmlischen Heerscharen, mit ganz anderen Dingen beschäftigt? Könnte es sein, dass du genau wie Herr Roth ein Pizza-Aficionado bist? Ständig auf der Ausschau nach einem göttlichen Teigfladen, und wenn deine Schöpfung noch so dramatisch vor die Hunde geht? Pizza Santo Spirito mit marinierten Engelsflügeln und schwarzen Knoblauchzehen? *Andiamo, maestro!* Nur weiter so! Wie man sieht, lässt du die Luxemburger Politik ganz schön verrotten. Das ist aber nun wirklich „nei“, mein lieber Himmelsboss.

Aus aktuellen Gründen sehen wir uns gezwungen, noch einmal in Contern auf der Place Luc Frieden einzukehren. Da tut sich neuerdings zutiefst Beunruhigendes, wie wir aus hellhörigen Kreisen erfahren. Jeden Sonntag besucht der Namensgeber tatsächlich seinen Platz, er thront standesgemäß majestätisch auf einem Louis XV-Sessel, neben ihm seine Gattin auf einem original holländischen Melkschemel, schön kosmopolitisch, die Pilgerscharen dürfen herbeiströmen. Doch es strömt keiner. „Wou bleiwe se dann all? D’Audienz huet dach scho laang ugefaang. Keng Sau wäit a breet! Dat do geet awer net sou weider! Soss fuere mer direkt an d’Sennenger Schlass, Marjolijne.“

Was ist nur los? Die Einwohner Conterns meiden die Place Luc Frieden wie die Pest. Wie soll man sich diesen dramatischen Absentismus erklären? Es hat mit den Witterungsverhältnissen zu tun, behaupten Eingeweihte. Der Friedenplatz liegt ständig im Nebel. Während in der restlichen Ortschaft mehr oder weni-

Der Friedensplatz liegt ständig im Nebel. Genau hier hat sich eine dauerhafte Kälteblase festgesetzt

ger erträgliche Temperaturen herrschen, stürzt das Thermometer auf der „neier Plaz vum neie Luc“ konstant unter null ab. Genau hier hat sich eine dauerhafte Kälteblase festgesetzt, flüstern uns kompetente Meteorologen. Niemand weiß, wieso ausgerechnet der warmherzige und volksnahe Herr Frieden von diesem selektiven Klimawandel heimgesucht wird. Es ist zum Weinen. Schon die Gemeindearbeiter, die vor der Platzeinweihung das Namensschild errichteten, kehrten nach Feierabend mit Frostbeulen heim. Das war ein böses Omen, doch keiner nahm die Warnung ernst. Jetzt haben wir die Bescherung. Die Place Luc Frieden ist eine Art Eispalast unter freiem Himmel. Im Volksmund trägt sie inzwischen den Spitznamen „Am Frigo“. Die Ortsansässigen machen einen großen Bogen um den unwirtlichen Platz. Vorbeifahrende Automobilisten drücken reflexartig aufs Gas, die ohnehin chronischen Geschwindigkeitsüberschreitungen in Contern sind nun gar nicht mehr einzudämmen.

Jetzt kommt zum Glück der Sommer, der wieder mal keiner ist, und die CSV hatte ihre Mitglieder jüngst zum fröhlichen Sommerfest im Hesperinger Park geladen. Die Veranstaltung diente Herrn Frieden vor allem dazu, den zahlreichen Plakatklebern zu danken, die in der heißen Wahlkampfphase das ganze Land mit seinem Konterfei zutapeziert haben. Der CEO war hochzufrieden, er lobte seine Helfershelfer, die ihn ins nationale Machtzentrum hineinplakatierten.

Wir wissen nicht, ob er schon etwas angeheitert und zu brutalen Spaßchen aufgelegt war, jedenfalls verkündete er laut Presse wörtlich: „Mir loosse keen um Rand vun der Gesellschaft stoen.“ Wie wahr! Wer dort steht, wird umgenietet. Im Nu erscheinen Herrn Glodens erbarmungslose Brigaden und säubern *manu militari* den Rand der Gesellschaft. Ja, wir pochen auf einen tadellosen Rand. Verlotterte Gestalten haben dort nichts verloren. Weg vom Rand, du Ausbund von Armseligkeit! Platzverweis! Hau ab! Troll dich! Hatte Herr Frieden einen sommerlich beschwingten Wahrheitskoller? Mitnichten. Wir haben einfach nur übersehen, dass seine Botschaft noch weitergeht: „... an déi, déi do stinn, gi mer sichen, fir se erëm an d’Gesellschaft eranzebréngen.“

Wie soll das gehen? Kommt Herr Gloden mit seiner „décker Limousin“ – er hat ja eine geradezu toxische Vorliebe für „déck Limousinen“, wie er in seinem Nicht-

vom-Staat-doch-von-wem-sonst-bezahlten Propagandavideo eindrucksvoll vorführte – und ruft: „So Leute, einsteigen, jetzt werdet ihr mal in die Gesellschaft hineingebracht“? Wo soll das sein? Wohin führt die Fahrt? Aha. Auf den Parkplatz eines großen Einkaufszentrums. Das ist natürlich eine absolut menschenfreundliche Maßnahme. Nirgendwo pulsiert die vitale Luxemburger Gesellschaft so stark wie im glorreichen Einkaufszentrum. Hier versammeln sich Tag für Tag die *forces vives de la nation*, hier verbünden sich alle Volksschichten zur harmonischen Gemeinschaft der Konsumenten. Wer auf dem Parkplatz eines Einkaufszentrums betteln darf, ist nicht nur mitten in der Gesellschaft angekommen, sondern auch im Herzen von Herrn Friedens Ideologie, deren Kernstück wir gern in Erinnerung rufen: Mehr Konsum! Mehr kaufen! Mehr Geld ausgeben für Überflüssiges! Mehr vertilgen und verdrücken! Mehr Ressourcen ruinieren! Mehr Umwelt zerstören! Mehr Raubbau am Patrimonium! Mehr Gewissensbisse verdrängen! Dann brummt nämlich der Wirtschaftsmotor, und Herrn Friedens waghalsige Wette auf gesunde Staatsfinanzen geht auf. So einfach ist plötzlich alles, wenn der oberste Märchenonkel seine Thesen auspackt. Prost, ihr lieben Plakatkleber! Nun konsumiert mal schön.

Gloria victoria! Jetzt geht uns ein Licht auf. Jetzt erkennen wir den tieferen Zusammenhang. Herrn Roths Piz-za-Selfie war weder ein kapriziöses Sonntagsintermezzo, noch eine kokette Selbstinszenierung, sondern ein Auftrag vom CEO Frieden: Publikumswirksame Aufstachelung zum Konsum. Los, Volk, mach’s wie ich: Futtern bis zum Gehtnichtmehr! Konsumieren, konsumieren, konsumieren. Die Staatsräson respektieren. Also doch eine staatsmännische Performance, eine vorbildlich koordinierte PR-Aktion vom Chef und seinem Finanzminister. Wir entschuldigen uns für alle anderslautenden Auslegungen. Und bestellen am kommenden Sonntagabend brav eine Pizza Quattro Stagioni. Auf dass die Wirtschaft wachse und gedeihe und Friedens Staatskassen sich auf wundersame Weise füllen.

Fazit: Einmal mehr haben wir wenig bis nichts von den geheimnisvollen, quasi revolutionären Verrenkungen der Frieden-Roth-Politik verstanden. Jedenfalls sollten wir aufhören, die beiden *sexy boys* der Regierungsphalanx schnöde zu unterschätzen. Und jetzt? Uns bleibt nur, mit Bertolt Brecht zu klagen: Der Vorhang zu und alle Fragen offen. ●



Gilles Roth allein auf der Regierungsbank im Parlament. Ob er sich eine Pizza für den Abend bestellt?

TANZ

Den Himmel ohne Hölle schaffen

III Anina Valle Thiele

Nur schemenhaft sind die trainierten Körper der Tänzer:innen Gaya de Medeiros aus Brasilien und Ary Zara (Portugal) zunächst auf der Bühne zu erkennen.

Langsam nähern sie sich an und stoßen sich mit ihren Mündern wieder ab. In ein herabhängendes Mikrofon rufen sie Worte: das Leben, Konsequenz, ein Risiko ...

Zu den per Video auf eine Leinwand projizierten Worten mimen sie Figuren: das Göttliche, der Besuch, einen geschlechtslosen Fisch.

Atlas da Boca erforscht zwei Trans-Körper durch das Organ des Mundes. Als Symbol wird der Mund zur Schnittstelle zwischen dem Öffentlichen und dem Privaten, zwischen Erotischem und Politischem, zwischen Schweigen und anhaltendem Sprechen. Das Stück

hinterfragt die „Worte“, die durch Gesten übermittelt werden, und konzentriert sich auf die Momente, in denen der Mund hart wird und die Worte herausgebrüllt werden.

„Ich habe meine Kindheit und einen Teil meiner Jugend sehr still verbracht. Ich habe unzählige Tage damit verbracht, Menschen und vor allem ihre ‚Nicht-Worte‘ zu lesen. Ein Wort, eine Geste, ein Wort, ein Blick, ein Wort, ein Atemzug enthalten so viel Wahrheit und Geheimnisse, dass ich mein Leben damit verbringe, die Wege zu lesen, die die Gedanken in den Körper einschreiben. Ich glaube, die Show beginnt hier“, beschreibt Gaya de Medeiros den Ausgangspunkt ihrer Performance. Wenn sie während der Darbietung über ihre Transsexualität spricht, stockt sie unvermittelt bei dem Wort ... als wäre sie angesichts der sicher folgenden (Vor-)Urteile machtlos.

Wo seid ihr? Woher stammt ihr? Und was seid ihr? Beklemmende Fragen. „Eine fremde Zunge lässt mich nicht bequem fühlen!“

Das Paar zieht sich gegenseitig an den Mündern hoch und schafft ständig neue Bilder. Einen Bullen, der in die Arena rennt, einen kleinen Jungen aus Holz. „Ich sehe mich als Kämpferin“, erklärt Gaya und rennt den Wörtern hinterher, springt nach ihnen und greift danach wie nach Träumen, die sie einzufangen versucht.

Wozu traditionellen Lebensmodellen und heteronormativen Erwartungen folgen, wenn sie einen doch nur erschöpfen? Im Portugiesischen ähnelten sich die Wörter „verheiratet sein“ und „müde werden“ auf erstaunliche Weise, erklären die lusophonen Tänzer:innen. Wird man müde, wenn man jahrelang Zeit mit jemandem verbringt?

Der Schattenkampf wird zum Zweikampf der beiden und löst sich irgendwann auf in eine intime körperliche Choreografie

Ary Zara beginnt zu kämpfen, aber es ist ein Schattenkampf, die Disziplin Kata aus dem Karate, feierlich verkündet er die Abfolge „Saifa“ und atmet schwer. Der Schattenkampf wird zum Zweikampf der beiden und löst sich irgendwann auf in eine intime körperliche Choreografie, in der beide ihre Geschlechter entblößen und sich Gender-Grenzen tatsächlich für einen Augenblick auflösen. Kampf und Frieden liegen in ihrer eindrucksvollen Performance sehr nahe beieinander. Hass und Aggressionen lösen sich in Liebe auf: „Let’s create a Heaven without Hell!“

Atlas da Boca ist eine kurze intime Reise, die sich humorvoll und zärtlich mit der eigenen Identität auseinandersetzt und dabei Verletzungen freilegt. In nur 50 Minuten brechen die Körper aus den ihnen auferlegten Grenzen aus und tanzen sich frei. Eine tänzerische Ode auf die Freiheit der Geschlechter. ●

Atlas da Boca. Regie and Produktion: Gaya de Medeiros; Co-Kreation und Performance: Ary Zara, Gaya de Medeiros; Video: Ary Zara; Beleuchtung: André de Campos; Sound: Milton Estevam/ Gustavo Monteiro; Management: Marta Moreira/ Irreal; Koproduktion: Alcantara und Companhia Olga.
Die Performance fand im Rahmen der Luxembourg Pride 2024 am 5. Juli im Trois C-L statt.



Nadia Zgank

Gaya de Medeiros und Ary Zara

T
A
B
L
O

FESTIVAL

Fiertés

La scène LGBTQ+ est particulièrement en fête cette semaine placée sous les couleurs de la Pride Week. Le programme a déjà été bien rempli avec des films, une table-ronde et le classique course *Pride Run*. Ça continue en feu d'artifice ce week-end avec la Street Fest dans les rues d'Esch. Samedi dès 13h, la Marche des fiertés sera un moment

fort et symbolique où banderoles et pancartes afficheront revendications et slogans politiques. Ce sera aussi l'occasion pour la communauté de s'afficher autant unie que diverse et pour les « alliés » de montrer leur soutien et leur solidarité. Le cortège se terminera Place de l'Hôtel de Ville, pour l'ouverture officielle avec l'acteur et chanteur australien Keiynan Lonsdale (vu dans la série *The Flash*). Au fil de la journée, se succéderont des drag queens du Luxembourg : Fada's

Family, Delux Showgirls, Thalia Garcia, Medusa Venom et Serena Janice. Sur la scène du Village, DJ José Sanchez, DJ Pippa et DJ Miss Sappho and Dance Divine, enchaîneront les sets pour faire bouger la foule. Côté concert, le spectacle sera



assuré par Oke, Beth McCarthy, le groupe Rules of This Game. Le génial et polytalentueux Edsun sonnera presque l'heure de la fin, avant de céder la scène à la star queer Bilal Hassani (photo). Après avoir représenté la France à l'Eurovision, il a écumé les Pride de tout l'hexagone pour présenter *Glitter Sleaze Utopia*, son album ultra dansant et un brin provoc'. Dimanche, d'autres artistes passés par l'Eurovision entonneront leurs titres : Alessandra (Norvège),

Gustaph (Belgique) et la seule et unique Conchita Wurst (Autriche). Enfin, le programme sera complété par une grande variété d'artistes, dont Evou, Irem, Wendy Vine, Donna DellaStrada, The unstoppable Dance, Madame Yoko et Ness. Avec le drapeau arc-en-ciel qui flotte sur sa façade, la Kulturfabrik ne pouvait pas être en reste. Samedi, dès 18h, les soirées queer-féministes *Unexpected* reprennent du service avec musique, film et concerts. [Luxembourgpride.lu](https://luxembourgpride.lu). FC



Trois têtes
d'hommes,
trois attitudes

Nosbaum Reding

L'homme et la nature

IIII Marianne Brausch

On dirait une mélopée : *Creeper, Sleeper, Weeper*. À laquelle il ne faut pas oublier d'ajouter Nat Meade, le nom de l'artiste. Il est l'auteur d'une forme d'expression picturale à la fois individualiste et générale. Il peint les traits d'un « homme archétypal », c'est-à-dire comme de toute éternité.

Nat Mead, né à Portland dans l'Oregon vit à Brooklyn, New York. On ne peut pas dire pas que ce que l'on voit sont des portraits qui seraient proches des peintures de salon représentant ceux qui ont fait l'Amérique urbaine naissante et rapidement fortunée. Dans le texte qui accompagne l'exposition, Sabine Dorscheid, précise que dans la maison familiale, pendait un portrait de Walt Whitman, « le » poète par excellence du 19^e siècle américain qui publia *Leaves of Grass*, d'abord en autoédition en 1855.

Creeper, Sleeper, Weeper, le titre de l'exposition, renvoie à la manière avec laquelle écrivait Whitman en vers libres, à la gloire de la grande ville – et de Brooklyn en particulier – qui accueillait les immigrants. Il s'agit donc d'un monde moderne, en devenir, rapide, caco-

phonique, tout l'inverse pourrait-on croire, des tableaux de Nat Meade. C'est que l'artiste représente le spécimen masculin de l'espèce humaine comme un bloc. Avec quelque chose aussi de l'image de Walt Withman vue enfant à la maison. Lequel semble avoir eu quelque chose de ces traits typiques que nous, Européens, attribuons aux conquérants du Nouveau Monde. Ce visage rude a pour « partenaire », la nature.

Voilà il nous semble, le mystère de l'attraction contradictoire qu'exerce le travail de Nat Meade sur le spectateur. *Creeper* par exemple, est une peinture sur toile de jute. Nous la décrivons en premier, parce qu'elle correspond au premier mot du titre de l'exposition et que Nat Meade l'emprunte directement à Withman. Comme dans *Sleeper*, on y voit une tête d'homme aux yeux clos, couchée à l'horizontale, au ras de la partie basse du tableau. À l'inverse, dans *Weeper*, la tête, toujours aux yeux clos, semble collée telle un ballon gonflé au haut du tableau et ses longs cheveux retombent vers un miroir d'eau : celui de Narcisse, évidemment.

L'homme se surestime, évidemment. Est-ce une des raisons de la petite taille des tableaux ? Les œuvres de Nat Meade ne sont pas des grand formats sauf *Dandylion*, (91,4 x 78,7 cm), où la tête d'homme a les yeux cette fois ouverts. Il est souriant, éclairé par une lumière qui vient de l'extérieur. Médite-t-il devant le pot de fleurs aux pissenlits qui, comme on le sait, d'après la célèbre illustration du dictionnaire Larousse, sème le savoir à tous vents ?

Outre la dominante violacée de cette toile et les tons ocres-dorés de *Creeper, Sleeper, Weeper*, où l'homme et la nature forment une composition d'ensemble ressemblant à une sorte de paysage imaginaire, dans les autres œuvres prédominent les tons verts et orangés. La nature, à l'avant-plan est représentée sous la forme d'une simple branche de feuilles qui passe devant le visage, comme pour le protéger. La canopée est représentée deux fois, dont une *Canopy* sur papier, un petit format carré, est réalisée à tempera. L'aspect lisse et l'effet brillant sont accentués, alors que les huiles sur toile gardent l'aspect râpeux de la

jute. La technique, selon Sabine Dorscheid, serait d'ailleurs de râper volontairement couche après couche, pour que l'œuvre garde quelque chose de rude. Sans doute le thème de la nature évoque-t-il aussi sur le plan personnel pour Nat Meade, tout ce que l'industrie et donc l'urbanité glorifiée par Withman a fait de mal. On peut interpréter ainsi la tempera sur papier *Stamper*. L'homme est assis de dos sur un tronc d'arbre devant un paysage cette fois à l'arrière-plan. On ne voit pas non plus son visage. Mais il a la posture du *Penseur* de Rodin...

Toutes époques des arts visuel et sculptural confondues, les têtes monolithiques nous ont aussi bien fait penser aux visages hiératiques la statuaire grecque et romaine, aux traits anguleux des arts premiers d'Amérique du Sud et du Pacifique. C'est ce qui rend aussi mystérieux le langage séduisant de la peinture de Nat Meade. ●

Nat Mead : *Creeper, Sleeper, Weeper*, au Projects room Nosbaum Reding jusqu'au 14 septembre

POLITIQUE

Un nouveau ticket

Depuis plus de vingt ans, la billetterie Luxembourg-ticket délivre les places pour un grand nombre de lieux et d'organismes culturels. Il s'agit d'une plateforme mutualisée, gérée par l'Alac (agence luxembourgeoise d'action culturelle), la Ville de Luxembourg et le ministère de la Culture et du Tourisme. Lors de la présentation du programme

de la saison 2024-25 des théâtres de la Ville, il a été annoncé qu'à l'avenir la vente des billets passera via UTick, une billetterie créée en Belgique en 2014. En réponse aux questions posées par la conseillère Christa Brömmel (Déi Gréng), la Bourgmestre Lydie Polfer (DP) a expliqué lundi au Conseil communal que cette solution est « plus précise, plus flexible et mieux adaptée ». En particulier, elle permet de créer des billets sur mesure et modulables pour des

lieux atypiques comme pour un bar ou un foyer. Les deux théâtres municipaux et la cinémathèque vont désormais recourir à UTick, le Luxembourg City Film Festival suivra. D'autres institutions culturelles comme la Philharmonie ou Neimënster ont déjà opté pour d'autres fournisseurs. Si pour l'utilisateur, cela multiplie les accès et mots de passe, force est de constater que la maniabilité et le design de l'interface de Luxembourg-ticket (tout comme celles de l'agenda

Echo.lu) sont questionnables et loin des standards actuels. La Ville de Luxembourg aurait pu investir dans la plateforme pour lui permettre d'évoluer et de mieux répondre aux attentes. À l'inverse, Luxembourg-ticket est en train de se vider de sa substance. Ainsi, deux de ses employés sont désormais salariés de l'Administration communale. L'Alac perd là une des cordes de son arc. On se demande combien il en reste et pour combien de temps. FC

PROMENADE

Nuit des architectes

Dans le cadre de la Biennale « Architectures » d'Esch, ce vendredi plusieurs bureaux d'architecture ouvrent leurs portes le temps d'une soirée, pour la « Nuit des architectes ». 2001, Jim Clemes Associates, Beng Architectes Associés, Carvalhoarchitectes, Culture of Assembly et WW+ invitent à découvrir l'envers du décor à travers un

parcours urbain. Tous montrent des maquettes et dessins de projets réalisés ou non. Certains ajoutent des installations spéciales. Ainsi, chez Clemes, un espace est dédié à leurs collaborations avec l'artiste eschois Nico Thurm, aboutissant à des réalisations d'infrastructures emblématiques telles que le récent Vëlodukt. Chez 2001, un portfolio prospectif sous forme de manifeste est présenté. Beng a créé un cube métallique où sont projetés les films du projet artistique « Souwäit ». FC

Double voyage

IIII Loïc Millot



Le réalisateur signe ici son film le plus personnel

Le Festival de cinéma de La Rochelle est, après celui de Cannes, la première grande manifestation française où exploitants, distributeurs, critiques, cinéastes et cinéphiles se retrouvent pour y faire leurs courses pour l'année. Rivé au port autrefois négrier de la ville charentaise, le Fema comme on le surnomme, se distingue dans le paysage culturel par son refus de toute compétition. Ce qui a un double avantage : cela lui permet d'éviter une programmation où règne la répétition des films primés, la plupart des festivals « compétitifs » choisissant leurs films en grande partie sur la base de prix obtenus dans d'autres manifestations. En outre, l'absence de compétition évacue toute approche mondaine et glamour, avec les cérémonies qui n'en finissent pas, et dont le seul intérêt, semble-t-il, consiste à favoriser la digestion des spectateurs après un dîner arrosé. Ici, la découverte, le plaisir cinéphilique, la rencontre entre les professionnels et le public remplacent le bling-bling des défilés de mode sponsorisés par des marques de luxe. Ce qui n'empêche nullement des actrices telles que Aurore Clément, Yolande Moreau, Françoise Fabian ou Isabelle Huppert, de s'y rendre pour assurer une lecture ou présenter des films dont elles sont les interprètes principales.

Au programme de cette semaine dense qui vient de se terminer et de ses 200 films sélectionnés : des rétrospectives (Marcel Pagnol, Michael Haneke, Chantal Akerman), des hommages (Natalie Wood, Françoise Fabian), des rééditions du patrimoine et des séances en avant-première. Au milieu de ce foisonnement cinématographique, le Grand-Duché s'est distingué par la qualité de trois coproductions. Déjà vu au Festival de Cannes et acclamé par la critique, le premier long-métrage de fiction de l'Indienne Payal Kapadia, *All We Imagine as Light* (les Films Fauves), était très attendu : Il a fallu patienter plus d'une heure pour espérer assister à son avant-première en salle. Le deuxième film, *Slocum et moi* (2024), produit par Mélusine productions, est l'œuvre d'un

Faire un film, c'est parfois se réconcilier avec soi-même, avec son passé

maître de l'animation, Jean-François Laguionie, auréolé d'une Palme d'or en 1979 pour son court-métrage *La Traversée de l'Atlantique à la rame*. Il a aussi été présenté à Cannes et était en compétition officielle au festival du film d'animation d'Annecy. La troisième coproduction luxembourgeoise découverte à la Rochelle est également un film d'animation, *Angelo dans la forêt mystérieuse* (2024, Zeilt Productions) de Vincent Paronnaud et Alexis Ducord.

Auteur en 1965 d'un premier film réalisé en papiers découpés (*La Demoiselle et le Violoncelliste*), Jean-François Laguionie a fait ses débuts sous le patronage de Paul Grimault, auteur du *Roi et l'Oiseau* (1980) avec Jacques Prévert. Ce n'est pas rien. L'animateur était vendredi dernier à la Rochelle pour présenter son long-métrage d'animation *Slocum et moi*, dont la sortie est prévue en janvier 2025. Devant une salle pleine à craquer, composée du jeune public et d'adultes férus d'animation, Jean-François Laguionie était accompagné de sa scénariste attitrée, Anik Le Ray. Avec émotion, le réalisateur s'est empressé de dire que tout ce que contenait son film était basé sur des faits réels, en l'occurrence des souvenirs datant du

début des années 1950. Il a aussitôt précisé qu'en ce lendemain de Seconde Guerre mondiale, l'adolescent qu'il était ne comprenait pas grand-chose à son époque... et que cela n'avait d'ailleurs pas changé aujourd'hui, en plein second tour des élections législatives françaises où pesait alors la menace de l'extrême-droite. Âgé de plus de 80 ans, Laguionie réalise ici son film le plus autobiographique.

Ce sera vraisemblablement son dernier, selon ses propres dires. Non qu'il n'ait plus envie de poursuivre son travail. Mais le processus de réalisation est aujourd'hui trop éprouvant par sa durée – ce sont de « grosses machines », déplore celui qui souhaite faire des films « plus facilement ». Laguionie a détaillé les étapes par lesquelles il est passé avant même de rechercher des financements, du dessin des personnages à la fabrique d'une maquette avec une musique provisoire et des tableaux fixes pour donner un aperçu général du film aux producteurs. Soit le travail de plus d'une année, non rémunéré. La production de *Slocum et moi* s'est étendue sur sept années, avec des recherches de financement pour compléter l'apport initial du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et de la région Bretagne. Le soutien du Film Fund via Mélusine productions est venu à point nommé pour en parachever la réalisation. Reconnaisant, Laguionie n'a pas manqué de valoriser le professionnalisme de l'équipe conduite par Stéphane Roelants : « Pour des raisons pratiques, la plupart des longs-métrages se font aujourd'hui en 3D. Mais moi, qui viens de la 2D, je m'arrange toujours pour que la 3D disparaisse au profit d'un effet 2D. Tous les décors sont peints non pas à la main, mais à la souris sur un écran. Les personnes que j'ai rencontrées au Luxembourg sont des peintres décorateurs formidables : ils arrivent à vous donner l'impression que le film a été peint sur papier. Dans *Louise en hiver* (2016), j'avais poussé le réalisme en remettant sur l'image un grain qui donnait l'impression des couleurs à l'aquarelle. Et comme je fais des

films plutôt intimistes, je n'ai pas besoin de faire de la 3D qui bascule dans tous les sens ». Ses collaborateurs luxembourgeois, Laguionie les considère aujourd'hui comme ses « amis ».

Son étrange titre fait référence à Joshua Slocum, premier marin à avoir fait en solitaire un tour du monde à la voile en trois ans et deux mois (avril 1895-juin 1898). Son aventure, consignée dans un récit publié en 1900 (*Sailing Around the World*), a fait l'objet d'une traduction française (*Seul autour du monde à la voile*, 2010, éd. La Découverte). Ce sont en fait deux récits, deux projets maritimes qui s'entrecroisent dans *Slocum et moi* : d'un côté le voyage, réel et mobile, de Joshua Slocum, et de l'autre celui, immobile et purement imaginaire, des parents de François, adolescent et alter ego du cinéaste. Ses parents, véritables protagonistes de ce film, se lancent bel et bien dans la construction à l'identique de l'embarcation de l'illustre marin. Mais le voilier ne sortira jamais du périmètre de leur jardin, quand bien même ils aménagent son intérieur et y vivent parfois. Ils finissent par le vendre... pour en reconstruire un autre peu après, plus petit. La construction du bateau sert à mettre en abîme la réalisation du film, Laguionie passant lui-aussi d'un projet à un autre depuis des lustres, certains ayant vu le jour, d'autres non.

Né en 1939 à Besançon, l'animateur restitue parfaitement l'atmosphère pesante et suspicieuse qui règne au sein de la population française au lendemain de la guerre, dans une petite ville de la Marne : son père, taiseux, lisant le journal *L'Aurore*, la clope au bec des ouvriers, le bistrot où ces derniers se retrouvent pour jouer au billard, les parties de pêche... Il se confie aussi sur son histoire personnelle, ses tourments d'ado ne trouvant pas sa place entre ses deux parents très amoureux. Il nous confie aussi, avec sincérité, avoir découvert être le fils d'un autre qui l'aura par la suite abandonné. Faire un film, c'est parfois se réconcilier avec soi-même, avec son passé. ●

Gott messen

IIII Stéphanie Majerus

Rolf Tarrach habe das Buch *La science: L'épreuve de Dieu?* von François Euvé gelesen und „nicht wirklich erfahren“, ob der Autor an „Wunder glaubt oder nicht“. Der ehemalige Rektor der Universität Luxemburg und Quantenphysiker könne Wunder nur anerkennen, wenn sie experimentell nachgewiesen werden – „wenn sie reproduzierbar sind und sich messen lassen“. Wenn Wunder kein Gegenstand wissenschaftlicher Messmethoden sein können, existierten sie für ihn nicht, erläutert Tarrach. Der Theologe und Physiker François Euvé meint daraufhin, „es gibt punktuell Phänomene, die sich einer eindeutigen Erklärung entziehen, spontane Heilungen beispielsweise“. Aber die Frage nach dem experimentellen Nachweis sei nur eine Dimension dieser Phänomene, eine andere würde ihn mehr interessieren, die der Interpretation, der hermeneutischen Entschlüsselung der Welt. Hierfür bedürfe es eines Subjektes, das die Wirklichkeit phänomenologisch erfahre, ein Aspekt, der nicht in das Design von physikalisch-experimentellen Studien passt. Und außerdem: Die Naturwissenschaften beruhen auf Reproduzierbarkeit, aber „le miracle est unique“, so Euvé. Auf dem Podium sitzen, neben dem Autor und Rolf Tarrach, der Theologe und Leiter der Luxemburg School of Religion and Society (LSRS), Jean Ehret, der die Diskussionsrunde am 19. Juni moderierte.

Der Gesprächsabend wurde vom Institut Pierre Werner (IPW) unter dem Titel „Pour un nouveau dialogue entre science moderne et foi chrétienne“ organisiert. Alle 70 Stühle waren besetzt; in der ersten Reihe saß Henri Grethen (DP), Präsident des IPW. Charles Margue (déi Gréng) saß hinter ihm mit einem Notizblock in der Hand. Die Veranstaltung war als Antwort auf *Dieu, la science, les preuves* konzipiert, ein Buch, das der Ingenieur und Unternehmer Michel-Yves Bolloré (Bruder des rechtsextremen Medienmoguls Vincent Bolloré) mit dem studierten Theologen und Unternehmer Olivier Bonnassies herausgebracht hat. Darin verteidigen Bolloré und Bonnassies in Anlehnung an die physikalische Urknall-Theorie die These, ein Schöpfergott habe das Universum erschaffen.

Voraus ging der Podiumsdiskussion ein Vortrag von Euvé. Darin erläuterte der Jesuit, dass er die Theologie nicht als Erklärungsmodell der physikalischen Welt betrachte, wie Bolloré und Bonnassies es tun. Dennoch seien die Naturwissenschaften und die Theologie nicht gänzlich voneinander abgegrenzte Bereiche, denn im Versuch, beide epistemische Systeme zu bestimmen, tritt ihre Differenz zu Tage: Während die Naturwissenschaften nach dem „Wie (funktio-

niert das)“ fragten, fragten Weltdeutungsangebote nach dem „Warum“. Während bei den Naturwissenschaften Messgeräte und Nützlichkeitsbewertungen im Vordergrund stünden, stünden bei Gegenständen ästhetischer Erfahrung die Menschwerdung des Menschen im Vordergrund. Anders ausgedrückt: Das Wirken Gottes sei kein Objekt da draußen in der Welt. Die Religion solle heute der Frage nachgehen, welche Art des in der Welt-Seins und Agierens die Menschen menschlicher machen. Nun könnte man fragen, weshalb er diese Leistung im Christentum realisiert sieht. Euvé antwortet darauf, weil der Gott der Christen „keine Entität“ sei, von der man „abhängig“ sei. Durch das „Mach dir kein Bild von Gott“, sei der Mensch zur Freiheit aufgefordert, so seine Interpretation, denn das Neue Testament fordere auf, sich von Götzen zu lösen, denen man sich unterwerfe. Ehret und Euvé brachten jedoch auch religionskritische Töne hervor: Religionen können gleichermaßen Ausgrenzungs- und Destruktionspotenzial hervorbringen.

Deshalb will Jean Ehret Religionen in der Mitte der Gesellschaft diskutiert wissen, bestenfalls zudem an Universitäten, an denen sie durch andere Fächer sozusagen domestiziert werden – wo aber zugleich die Theologie den Naturwissenschaften sagen könne, sie solle nicht in Selbstgefälligkeit verfallen. Wie bereits vor einem Jahr (*d'Land*, 28.4.2023) verwarf Rolf Tarrach diese Idee: Die Theologie besitze keine universal anwendbare Me-

thode, zwar besitze die Philosophie diese auch nicht, „aber die Philosophie lehrt uns, zu argumentieren und logisch zu denken“. Wie in Frankreich und Spanien gibt es keine theologischen Lehreinheiten an der Universität Luxemburg. Die LSRS ist ein außerakademisches Institut, das hierzulande etwas isoliert an der Busbach-Straße recherchiert, publiziert und archiviert. Womöglich wird es deshalb weiterhin mit anderen zivilgesellschaftlichen Akteuren wie dem IPW Konferenzen organisieren.

Das Interesse Mitte Juni war da; aus dem Publikum kamen Fragen über das Verhältnis zwischen Politik, Religion und Wissenschaft. Im Anschluss an das Podiumsgespräch waren in den Gassen und im Aufzug vom Grund in die Oberstadt unterschiedliche Kommentare zu hören: Während einige meinten, es sei ein inspirierender Abend gewesen, zeigten sich andere enttäuscht. Erst gegen Ende seien Konfliktlinien deutlich geworden, etwa als Rolf Tarrach sagte: „Wir können die Zeit nicht definieren. Physiker sagen zwar, wie sie die Zeit messen, aber die Zeit zu messen ist nicht das gleiche, wie sie zu definieren. Man kann die Zeit nicht definieren, denn um ein Konzept zu definieren, muss man von einem Konzept unabhängige Konzepte besitzen, um es zu definieren. Das ist unser Problem mit der Zeit. Und das ist übrigens mein großes Problem mit Menschen, die sagen, Gott sei jenseits von Zeit und Raum. Man weiß zwar nicht, was die Zeit ist, aber man will wissen, dass Gott jenseits der Zeit ist.“ ●



Rolf Tarrach, Jean Ehret und François Euvé

Jean Ehret will Religionen in der Mitte der Gesellschaft diskutiert wissen



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.
Sur papier et en digital.
Gratuitement pendant un mois.
Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 . 1





Messe pour le temps éternel

III Sébastien Cuvelier

Un portrait en noir et blanc de Jésus Christ est posé en hauteur sur la chaire à prêcher en bois sculpté de la Chapelle de la Charité, à Arles. Rien d'anormal a priori dans un lieu saint. Mais sur ce portrait, le fils de Dieu tient devant lui un bidon d'huile arborant l'inscription « 3-en-un ». Un clin d'œil iconoclaste, léger et humoristique témoignant de l'esprit facétieux de Michel Medinger. Le genre d'image qu'il aime créer, sourire en coin, pour en faire des cartes de vœux, envoyées aux amis. Le photographe luxembourgeois est mis tout l'été à l'honneur des prestigieuses Rencontres de la Photographie d'Arles, à travers une exposition convoquant admirablement le saint esprit derrière son processus créatif.

Le lieu de l'exposition, une chapelle classée (mais désacralisée), baroque, au riche décor architectural, est notoirement complexe à appréhender, tellement l'environnement direct a tendance à phagocyter tout ce qui y est montré. Pour le monde fantastique de Michel Medinger, c'était l'écrin idéal. Au fond de la chapelle, une immense étagère en bois, tout en verticalité comme l'artiste, occulte quasi entièrement l'autel, désormais remplacé par un cabinet de curiosité géant. Cette installation monumentale s'insère non seulement aisément dans le décor baroque de la chapelle, mais prend même le pas sur le lieu, comme si elle avait toujours été là.

L'exposition est un hymne à la fragilité de la vie, au temps qui passe, à ces fleurs qui fanent mais ne meurent jamais

La scénographie imaginée par la curatrice Sylvie Meunier est à la fois un hommage à la vie d'un homme et l'une des installations les plus marquantes de cette édition des Rencontres. Sur plus de sept mètres de haut, le public peut découvrir figurines en plastique de singes ou cochons, vieilles godasses ayant participé aux Jeux Olympiques, poupées qu'on jurerait dépouvante, appareils photos vintage, fleurs séchées, squelettes d'animaux, outils abscons et un amas d'objets religieux, autant d'artefacts incongrus tendrement accumulés au fil des années par Michel Medinger, matières premières pour la confection minutieuse de natures mortes surprenantes, mystérieuses, poétiques, rappelant le travail de Joel-Peter Witkin, en moins macabre.

L'univers entier qu'on imagine enfermé dans la tête de ce grand dandy éminemment sympathique et jovial est là, sous nos yeux, à la fois absurde et magnifique. On s'amuse à reconnaître dans les œuvres disséminées dans la chapelle les objets utilisés dans chaque mise en scène exposée. On comprend l'effet d'échelle. On sourit aux légumes anthropomorphes, aux associations d'idées entre des choses qui ne se croiseraient nulle part ailleurs. On imagine la mise en place de la lumière. Les objets se parlent, se répondent, ici avec humour, là avec poésie, souvent dans un noir profond qui accentue un certain sens de la gravité pour des compositions qui en perdent presque leur caractère léger. Comme le dit lui-même l'artiste: "Il y a de l'humour noir dans mes créations, car j'aime le non-sens apparent, l'absurde à la façon de Max Ernst et des surréalistes."

On retrouve également disposés ici et là des autoportraits, où Michel Medinger, ancien sportif de haut niveau (il a couru le 800 mètres aux Jeux Olympiques de Tokyo en 1964) comme son papa, se met en scène au milieu de son fouillis, arborant des objets énigmatiques sur sa tête, se réfugiant derrière un morceau de squelette animal, et se peignant même façon Rembrandt. Le titre anglais de l'exposition *Lord of Things*, repris sur la couverture du catalogue, est tiré d'un de ces au-

toportraits. En français, le titre devient via un jeu de mots *L'ordre des choses*. Un autre pied de nez subtil à son univers loufoque et décalé, fait d'objets multiples et variés provenant de son marché aux puces personnel, dont il décide du destin au gré de sa fantaisie.

Si le cabinet de curiosité se découvre au visiteur en se faufilant entre les caissons lumineux disposés à même le sol de la chapelle, c'est la collection de polaroids située sous une arche, sur la gauche de la chapelle, qui nous aura le plus interpellé. Chimiste de formation, Michel Medinger a exploré de multiples techniques de création et de reproduction, parfois expérimentales (Cibachrome, cyanotype, platinotype, etc.). Pour cette série de natures mortes présentée sobrement (cadre noir, passe-partout blanc, cimaise sombre) et en (relativement) petit format, il a utilisé la technique du transfert polaroid couleur, qui consiste à décoller l'émulsion afin de l'appliquer sur un support papier. En résultent des natures mortes aux couleurs passées, à l'esthétique oscillant entre le romantique, le burlesque et une certaine idée de la mort.

Au centre de ces compositions en couleurs, les fleurs, dont l'artiste disait: « J'aime utiliser des fleurs fanées d'abord parce que formellement, cet état m'intéresse, mais aussi parce que j'aime montrer l'envers des choses. Je suis particuliè-

YVAN EN AVIGNON

Les fâchés ne sont plus fachos

IIII Yvan

En ce matin du 7 juillet, il fait gris et maussade dans le département du Vaucluse qui, plus que jamais, porte bien son nom de vallée close. Un temps à foutre le cafard à ses habitants qui vont être d’autant plus enclins, tout à l’heure, à glisser un bulletin RN dans l’urne, fermant ainsi un peu plus encore leur vallée aux étrangers et aux idéaux républicains. Et puis, ô miracle, vers midi, le ciel se dégage et le peuple vauclusien refuse le grand chelem au RN qui, comme en 2022, doit se contenter, si j’ose dire, de quatre députés sur cinq. À Gordes, Ménerbes et Bonnieux, les autochtones ont dû estimer qu’il y a trop d’étrangers belges, luxos et parisiens sur leurs terres, alors que la circonscription d’Avignon a sauvé l’honneur en écoutant ses artistes et en envoyant à Paris Raphaël Arnault, le député LFI, pourtant clivant et parachuté.

Contrairement à Aix, l’autre ville festivalière, qui a voté pour le RN, la députée macronienne sortante et sortie Marie-Laurence Petesplombs ayant fait le choix antirépublicain d’une triangulaire fatale à la démocratie. Yvan continuera donc à faire ses courses uniquement chez des commerçants FN... pour la simple raison qu’il n’y en a pas d’autres. Mais à part le Sud-Est méditerranéen et le Nord-Est mosellan, les Français, dans leur très grande majorité, se sont montrés plus sages et plus responsables que leur président. Ils ont choisi l’honneur, plutôt que l’horreur. Et ils se sont rappelés que, contrairement à ce qu’on veut leur faire croire, ils ont déjà essayé l’extrême-droite : dans les années 1940, avec le maréchal Pétain. Dès le premier tour, d’ailleurs, les jeunes jusqu’à 34 ans ont voté majoritairement pour la gauche. Ce qui est plutôt encourageant pour l’avenir.

La nation a pris sa revanche sur le peuple

La nation a ainsi pris sa revanche sur le peuple, et la solidarité du contrat social l’a emporté sur la haine des réseaux sociaux. Le soulagement, cependant, ne doit pas nous leurrer. N’oublions pas en effet que ce que votre serviteur continue à appeler le Front National reste, qu’on le veuille ou non, le vainqueur de ce scrutin, passant de 89 députés en 2022 à 126 en 2024. Il a certes perdu la seconde étape du scrutin, mais il a bel et bien gagné au classement général, comme on dit en ce moment-même sur les routes du Tour de France. Il est vrai qu’en obtenant 59 sièges contre 31 seulement en 2022, le Parti Socialiste fait mieux en termes de pourcentage et peut ainsi légitimement prétendre au poste de Premier ministre. A condition, bien sûr, que La France Insoumise se soumette à ces combines arithmétiques, ce qui est loin d’être acquis. Mais il est probable que le pouvoir de nuire du père Mélenchon est devenu inversement proportionnel à celui de la mère Le Pen, face à un PS qui est en train de faire avec LFI ce que Mitterrand a fait, en d’autres temps, avec le PCF : une déconstruction.

La Cinquième République a échappé (pour l’instant) au Troisième Reich, mais risque d’évoluer vers une Sixième Chose Publique. L’instauration du quinquennat en a été, on s’en rend compte maintenant, une première étape, en alignant plus ou moins le calendrier de la présidentielle sur celui des législatives. Et en renforçant ainsi, déjà, le Parlement qui est redevenu, après la « bombe dégoupillée » du président, le maître des horloges et du jeu politique. La Quatrième République vous salue bien, elle qui ne mérite peut-être pas d’être tellement décriée aujourd’hui. En attendant, Macron a réinventé, mine de rien, le septennat, car les trois années qui lui restent le verront amputé, quoiqu’il arrive, d’une grande partie de ses pouvoirs. En dissolvant l’Assemblée, il a, d’une certaine façon, imité notre Grand-Duc qui, en refusant de sanctionner la loi sur l’euthanasie, a forcé le gouvernement à lui enlever une part de ses prérogatives. À l’Euro, on appelle cela : marquer contre son camp.

Après les passages à l’acte impulsifs, on semble, désormais, à l’Élysée, prendre son temps, hésiter, tergiverser avant de nommer un nouveau Premier ministre. Et la gauche de s’écrier, avec raison, que le président lui vole sa victoire, quand l’extrême-droite, à tort, accuse le système de lui avoir volé la sienne. Il incombe maintenant aux responsables politiques, mais aussi aux forces civiles, de troquer ce vol pour un envol afin que le sursaut de dimanche dernier ne soit pas un simple sursis, et que le boulevard que la dissolution macronienne a ouvert devant Bardella ne se transforme pas en autoroute pour Le Pen en 2027. (*Ceterum censeo* : Pim Knaff doit démissionner.) ●

rement sensible aux changements, aux décompositions... Les hommes font trop souvent semblant de ne voir que la beauté éternelle. » On retrouve dans ces compositions éthérées l’influence de la peinture classique et des vanités du 17^e siècle, éléments déterminants de son apprentissage artistique. On appréciera à ce titre le clin d’œil induit par les quelques ouvertures dans le cabinet de curiosité, permettant d’entrevoir entre les objets exposés l’Apothéose de Sainte Thérèse du peintre avignonnais Pierre Parrocel.

Cette exposition est un hymne à la fragilité de la vie, au temps qui passe, à ces fleurs qui fanent mais ne meurent jamais. Métaphoriquement, Michel Medinger nous invite du haut de ses 83 printemps à contempler notre passé, s’amuser du présent et imaginer un futur éternel. Mais cette exposition est également un éloge à un processus de création en évolution permanente, où la photographie s’amorce dès l’étape de collecte, où l’accumulation déclenche un mécanisme de construction de compositions jusqu’alors enfouies dans l’inconscient. Michel Medinger en parlait en ces mots : « Ce que j’aime c’est la lenteur de photographier avec la chambre. Regarder plus et perdre son temps. C’est comme la célébration d’une messe. »

Amen. ●

D’GEDICHT VUN DER WOCH

Liets & Rénks

IIII Jacques Drescher



De Luc steet trei zur Nato
An zu den USA.
E wëllt de Präis bezuelen
Fir „Fräiheet“ a Blabla.

Wie soll déi Lige gleewen?
Wie blecht fir d’Militär?
De Frieden keeft nei Waffen;
E méich et zwar net gär.

Egal ob Trump, ob Biden:
Eis Mëtt bleibt hire Sklav.
Si wëllen all nees krichen –
Ob Rout, ob Gréng, ob Paf.

Lénks stoung mol fir de Fridden;
An d’Mëtt ass haut extreem.
Firwat ass dann de Fridden
Op eemol e Problem?

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
12.09.2024 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture. Il n’y aura pas de séance d’ouverture publique de la procédure ouverte.

Intitulé :
Prolongement de la n37 entre l’échangeur de Raemerich et le rond-point d’Ehlerange.

- Description :**
- LOT A :
 - Construction d’une route à 3 voies (L = ca. 600ml) et d’une piste mixte (piétons + vélos) ;
 - Réalisation d’un mur de soutènement en éléments préfabriqué (L = ca. 140 ml) ;
 - Travaux de terrassement et réalisation des réseaux ;
 - LOT B :
 - Les travaux de construction du bassin de rétention d’une volume total de 11 500 m³;
 - La réalisation d’un siphon par fonçage d’un tuyau DN 1500 en béton armé sur 72 m à une profondeur de 6m pour l’évacuation des eaux pluviales ;
 - Les travaux d’électromécanique y relatifs ;
 - LOT C :
 - Les travaux de pose de conduites d’eau en PVC DN 100 longueur de 360 m ;
 - LOT D :
 - Les travaux de pose des réseaux Post ;
 - LOT E :
 - Les travaux de construction d’une piste cyclable (L = ca. 1 000 ml) ;
 - Pose de gaines pour CREOS HT

Délai d’exécution des travaux : 350 jours ouvrables.
Début prévisible des travaux : hiver 2024

Conditions d’obtention du dossier :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2401545

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées

Avis de marché

Procédure : 11 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
02.09.2024 16.00 heures

Intitulé :
Appel à candidatures pour la conception et la réalisation d’œuvres d’art pour la Maison de soins à Bascharage (phase candidature).

Description :
Le présent appel a pour objet la conception et la réalisation d’une ou de plusieurs œuvres artistiques à intégrer sur le site. La procédure comporte deux phases distinctes :

- une 1^{re} phase avec un appel de candidature et une procédure de sélection de candidats.
- une 2^e phase d’offre.

Critères de sélection :
Les conditions de participation sont énoncées dans les documents du marché.

Conditions d’obtention du dossier :
Les renseignements et conditions nécessaires à la remise d’une candidature peuvent être consultés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Réception des plis :
Les dossiers de candidature sont obligatoirement et exclusivement à remettre avant la date limite via le portail des marchés publics. Seuls les dossiers conformes et complets, contenant la fiche de candidature avec la motivation artistique et le DUME sont pris en considération.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2401559

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des ouvrages d’art
Administration Communale de Schengen

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
23.08.2024 10.00 heures

Lieu :
Administration des Ponts et Chaussées
Division des Ouvrages d’Art
41-43, bd G-D Charlotte
L-1331 Luxembourg

Intitulé :
OA 2514 Quai Marie Astrid à Schengen

Description :
Quai Marie Astrid à Schengen / OA2514.

Critères de sélection :
Pour être considérés lors de l’examen des offres les soumissionnaires devront avoir (extrait non exhaustif) :

- Effectif minimum en personnel de l’opérateur économique occupé dans le métier concerné : 50 personnes pendant les trois (3) dernières années ;
- Chiffre d’affaires annuel minimum dans le métier concerné pour les trois (3) derniers exercices légalement disponibles 3 000 000 d’euros.

Conditions d’attribution :
Sur base du prix

Modalités visite des lieux/réunion d’information :
Aucune visite des lieux

Conditions d’obtention du dossier :
Les intéressés peuvent retirer les documents de soumission gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique est obligatoire.

Autres informations :
La remise d’un DUME est acceptée. Principales caractéristiques du marché :

- Terrassement : environ 1 000 m³ ;
- Bétons : environ 150 m³ ;
- Armatures : environ 10 000 kg ;
- Réalisation de 4 ducs d’albes ;
- Réalisation de réseaux divers : environ 350 m ;
- Réalisation des voiries, des espaces verts et de la signalisation : environ 500 m² ;
- Charpente métallique (ponton flottant + passerelles) : environ 45 000 kg ;
- Garde-corps métalliques : environ 110 m ;
- Installations basse tension.

Début prévisible des travaux : automne 2024
Délai exécution du chantier : 120 jours ouvrables

N°. avis complet sur pmp.lu :
2401547



Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
27.08.2024 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg

Intitulé :
Lot plafonnage, réf. ER1-1.

Description :

- L’exécution des travaux de plafonnage de 3 immeubles résidentiels à Erpeldange-sur-Sûre.

Conditions d’obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le portail des marchés publics.

Réception des plis :
Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures
N°. avis complet sur pmp.lu :
2401568

Pour une annonce qui fait dans d’Lëtzebuerger Land

SCAN ME

Contact régie : contact@espace-medias.lu

d’Lëtzebuerger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (485757-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (485757-24; pfeist@land.lu). **Rédaction** France Clarinval (485757-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (485757-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48575735; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48575736; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (485757-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (485757-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (485757-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (485757-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (485757-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 485757-1 **Fax** 496309 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuerger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Skizzen der Güte

IIII Marc Trappendreher



Margaret Qualley,
Jesse Plemons
und Willem Dafoe

Mit dem Begriff der „Greek Weird Wave“ ist ein Korpus an Filmen gemeint, die in einem ganz allgemeinen Sinne darüber nachdenken, wie Machtsysteme Gefüge von Menschen und die Körper von Individuen verwalten. Ausgangspunkt für diese Erneuerungsströmung in der filmischen Ausdrucksweise war zweifelsohne die griechische Finanzkrise: Die griechische Bevölkerung erlebte eine kollektive Depression, das Einkommen sank drastisch, die Arbeitslosigkeit stieg an. Kein Aspekt des gesellschaftlichen Lebens blieb von den schlechten finanziellen Entwicklungen verschont, die die Bevölkerung in Bezug auf die Zukunft des Landes innerhalb der Europäischen Union in Ungewissheit ließ. Das Kino war in der Folge eine der ersten Kunstformen, die auf die durch die anhaltende Krise verursachten Probleme reagierte und sie ansprach, indem es sich in einer Reihe von Filmen, die von der internationalen Kritik als „seltsam“ bezeichnet wurden, seltsamen – für manche sogar extremen – Erzählweisen und stilistischen Entscheidungen zuwandte. Obwohl es eine beachtliche Anzahl an Filmkünstlern hervorgebracht hat –Panos H. Koutras oder noch Yannis Economides – hat nur ein Regisseur heute einen internationalen Bekanntheitsgrad erlangt: Yorgos Lanthimos. Sein erfolgreicher Spielfilm *Dogtooth* (2009) gilt vielen als Startschuss der „Greek Weird Wave“, die auch Lanthimos international bekannt machte.

Die menschlichen Abhängigkeitsverhältnisse, die Machtfragen, die oftmals an ein Patriarchat geknüpft sind, interessieren Lanthimos bis zu *Kinds of Kindness*. Betrachtet man Lanthimos' Karriere aber in dieser Hinsicht, wird auffällig, wie sehr er sich von dem minimalistischen Setting und der verstörenden Gesellschaftskritik innerhalb einer universellen Anklage des Patriarchats und der ungesunden Erziehungspraktiken entfernt hat. Lanthimos' Filme sind wichtige zeitgenössische Werke, allerdings hätte die Würdigung, die er mit *Poor Things* – nach dem

Roman von Alasdair Gray – erhielt, schon viel früher einsetzen müssen. Eine weitere kontextuelle Begebenheit drängt sich auf: Die festen Themenbausteine aus Machtstrukturen, Abhängigkeit und Kontrollwahn, die er seit den Anfängen seiner Regiekarriere verfolgt, hat er nicht aufgegeben: Er passt sie vielmehr an eine starbesetzte, weniger sperrige Strenge an, die er mit Filmen wie *Dogtooth* oder *Killing of a Sacred Deer* (2017) wirkungsmächtig in die Gegenwart gesetzt hat. Nun sind es vielleicht die Zeitumstände, die ihn von einer immer größer werdenden Gefolgschaft profitieren lassen. Spätestens mit *Poor Things* war eine Wende markiert, hat der Regisseur doch das Register gewechselt: Es dominiert nicht mehr der Modus der griechischen Tragödie, sondern einer der satirischen, schwarzhumorigen Komödie. Dahinter steht auch eine Tendenz der mainstreamtauglichen Amerikanisierung seiner Erzählstoffe, die sich im Zuge eines post-metoo-Hollywoods vermarkten lassen: Aus der Ernsthaftigkeit der griechischen Tragödie hat sich Lanthimos in ein Feld der absurd schwarzhumorigen Komödien begeben, die versuchen, möglichst viele heute relevante gesellschaftliche Problemfelder zu betrachten – einen Gestus der pädagogischen Zurschaustellung der schlechtesten aller schlechten Welten bedienend.

Kinds of Kindness macht da keine Ausnahme: Als Triptychon angelegt, vereint sein neues Werk drei einzelne Geschichten in einem Film. Obwohl sie nicht als Fortsetzungen fungieren, treten aber dieselben Schauspieler in unterschiedlichen Rollen in den Filmen auf. Es geht um sehr bizarre Szenarien, in denen Menschen mit Blick auf einen Themenkomplex aus Liebe, Partnerschaft und Sexualität, Macht, Kontrolle und freiem Willen untersucht werden. In der ersten Geschichte lässt sich ein Mann (Jesse Plemons) sein Leben von seinem Chef (Willem Dafoe) diktieren. In der zweiten Episode glaubt ein Polizist (Plemons), dass seine Frau (Emma Stone) durch eine Doppelgängerin

ersetzt wurde. Und im dritten Teil kämpft eine Frau (Emma Stone) darum, nicht aus einem Sex-Kult verstoßen zu werden. Es dürfte mit diesen drei Kurzfassungen bereits ersichtlich werden, dass Lanthimos seiner kreativen Ader freien Lauf lässt, das Überbordende und Mäandernde seiner Erzählfreude bestimmt nun auch das Erscheinungsbild dieses Films. Dabei gibt zunächst die Stimme von Annie Lennox aus *Sweat Dreams* von Eurythmics den Ton vor: „Some of them want to use you / Some of them want to get used by you / Some of them want to abuse you / Some of them want to be abused“.

Es geht in *Kinds of Kindness* – wie der Song vermittelt – besonders um Abhängigkeitsverhältnisse, die je nach Gewichtung und Zuspitzung zu dysfunktionalen Beziehungen aus obszönen und perversen Trieben führen, denen auch die Aufopferungsgeste innewohnt. *Kinds of Kindness* zeigt, wie viel Abhängigkeit in der Liebe steckt, sogar die Gewalt ist als Ausdruck der Güte zu verstehen. Es sind auch drei verschiedene Arten emotionaler Manipulation, die da gezeigt werden, jeweils als Ausdruck von Güte, von Liebe dem anderen gegenüber und als Einforderung von Liebe von dem anderen. Dazu führt Lanthimos weitere Schlagwörter an, die er zitathaft anprangert, ohne dabei eine ernsthafte Eindringlichkeit der Aussage zu erzeugen: toxische Männlichkeit, gesunde Ernährungsweisen, Körperbilder, Sektenbildung und starre Glaubenssysteme. Es sind drei surreale Welten, die zu diffusen politischen Aussagen einladen wollen. Es ist gerade dieses Abrufen einer Vielzahl von Elementen, die die Einzelfilme derart ausufern lässt. Die Bezüge zwischen den Filmen müssen immer wieder hergestellt werden, Einzelepisoden wertet man untereinander, muss sie immer wieder neu anordnen und am Ende ist die Frage durchaus offen, wie sich das Ganze sinnvoll zusammenfügt? Hält man die „weirdness“ von Lanthimos' Schaffen hoch, so scheint diese Frage mitunter ohne

Belang. Man sollte dann aber auch die Irritation eines großen Kunstwerks nicht verwechseln mit Konfusion. Es lässt sich sagen, dass die Einzelfilme aus *Kinds of Kindness* als Versuchsanordnungen funktionieren, die den dunklen Trieben und gezügelten Begierden nachspüren, ohne dass jemals eine wirkliche Freiheit gewonnen wird. So sehr da aber eine fehlende Freiheit geschildert wird, so sehr bestätigt der Film sie in Bezug auf Lanthimos' Kreativität. Keine Grenzen, keine Einschnitte – Lanthimos kann heute nicht nur über größere Budgets verfügen, er scheint auch nahezu allumfassende künstlerische Freiheit zu genießen. Mithin darf und kann alles mit seinem neuen Film assoziiert werden. Besinnt man sich auf das Erstlingswerk des Griechen, *Kinetta* (2005), zurück, in dem er das Schicksal eines Zimmermädchens an einem trostlosen griechischen Ferienort als unmittelbaren Ausdruck der griechischen Sozialmisere infolge der Wirtschaftskrise schilderte, so kann man mit *Kinds of Kindness* nun den zurückgelegten Karriereweg messen. Seine ersten Filme waren kleine Projekte, die absurd waren, die verstörten und aufwühlten. Diesen Filmen lag eine Ordnung zugrunde, die zwar mitunter äußerst rätselhaft war, sich aber nachvollziehbar aufschlüsseln ließ.

Die Radikalität und Konzentration von Lanthimos' früheren Werken, die diese Ordnung maßgeblich stifteten, sind hinter dem Erzählkonvolut, den *Kinds of Kindness* ausgebildet, verschwunden. Alles ist da erzählerischer Geistesblitz, skurriler Einfall und ja: Sketch. Es ist gerade das Skizzenhafte, das Entwurfsartige dieses Films, – der entschieden kein eigenständiger Film ist – das eine intelligible Rekonstruktion erschwert, ja beinahe unmöglich macht. *Kinds of Kindness* verliert sich nahezu in einer Überbetonung der *weirdness*, hinter dem das „Griechische“ nur noch durch die Nationalität des Regisseurs gestiftet wird. ●

S

T

|

L

L'équilibre dans le mouvement

IIII Benjamin Bottemer

Dans un parking souterrain de Bonnevoie, le BMX de Bijan Kessler fait vibrer le sol à chaque impact, tandis qu'il réalise quelques sauts devant l'objectif de notre photographe. C'est à cause de la composition particulière du béton utilisé pour ce type de structure, nous explique le *rider*. Il faut dire que le matériau n'a aucun secret pour lui : la première entreprise de ce diplômé en ingénierie mécanique, baptisée Bijan's Concrete, proposait des meubles mais aussi un skateboard ou un cadre de BMX en béton ; une première tentative de lier sa passion à sa vie professionnelle. Il a vite écarté la première solution : gagner des compétitions de BMX. « Je n'étais pas assez bon, explique Bijan. Mais au moins, aujourd'hui je ne suis pas cassé de partout ! ». Pas question cependant de choisir un métier qui l'enfermerait entre quatre murs. Vissé à sa table à dessin à l'Université d'Aix-la-Chapelle, enfermé dans son atelier à réaliser des moulages en béton, et même lorsqu'il bricole dans le garage automobile familial de Gonderange, il a des fourmis dans les jambes. « On dit que les jeunes ne s'intéressent plus aux métiers manuels, mais je n'en connais aucun qui aime travailler isolé sur une zone industrielle » lance le jeune homme de 32 ans.

Comment préserver cette sensation de liberté qu'apporte la pratique du BMX, et lui permet « d'échapper à la morosité du quotidien » ? Un projet avec la UP Foundation lui donnera la possibilité de prendre l'air : au volant d'un bus chargé de modules, Bijan parcourt le Grand-Duché pour des cours et des initiations. Un Tour du Luxembourg qui va également l'amener à « faire le consultant » pour des communes qui souhaitent installer un skatepark, comme à Strassen, sa ville d'origine. « Considérer qu'au Luxembourg c'est nul, il n'y a rien pour nous, ça me semblait trop facile... J'ai voulu construire quelque chose ici », glisse-t-il. Il va découvrir une nouvelle réalité lors d'un séjour en Patagonie : dans un village au pied du mont Fitz Roy, il rencontre des *kids* qui bricolent leurs vélos pour en faire des BMX. « On improvisait des modules avec des pierres et des planches : il y avait une volonté de faire avec peu de moyens et un esprit de solidarité qui m'ont plu ». Après avoir créé son propre magasin en 2018, d'abord dans l'atelier de Gonderange puis dans le Grund et rue des Capucins, il déménage à Barcelone en 2023. « Ça devenait trop difficile, notamment à cause des loyers » indique Bijan.

Désormais, c'est depuis la Catalogne qu'il coordonne sa marque BeMix, née il y a deux ans. Un *mix* de tout ce qui le compose : savoir-faire technique, goût de la proximité et de l'échange, voyages. Le concept : des cadres pensés pour les *tricks* mais aussi pour se balader, une production en petites séries, décentralisée à Buenos Aires chez son ami argentin, et cette année avec un artisan et *rider* du Jura. « Plutôt que de tout faire fabriquer à Taïwan, je recherche des partenaires pour produire et distribuer localement » expose-t-il, évoquant des contacts à Tokyo et en Californie. Malgré ce système, le prix d'un cadre BeMix (autour de 850 euros) reste beaucoup plus élevé qu'un produit made in Taïwan. Le jeune homme compte sur l'attrait pour un objet rare, réalisé par un initié, avec un lien direct avec le concepteur. « Chaque vente est une rencontre, explique Bijan. À Barcelone, il me suffit de sortir avec le vélo pour que l'on m'aborde pour me demander d'où il vient. Je fournis aussi des magasins indépendants ; je suis contre la vente en ligne qui écrase le marché en imposant les prix ».

Le *rider* entrepreneur revient régulièrement dans son pays natal, où il a tant pratiqué « les modules pourris qui t'obligent à être créatif » : la veille de notre rencontre, il participait à un événement à la Rockhal d'Esch-sur-Alzette. Après la séance photo, Bijan Kessler fourre son BMX dans le coffre de sa Nissan Micra pour effectuer les 1 200 kilomètres qui le séparent de la cité catalane. « C'est une bonne voiture, avec une chaîne à la place de la courroie de distribution, c'est bien plus fiable » indique le fils de mécano. Pour lui, « tout est lié » : du garage de Gonderange aux rues de Barcelone, son envie de créer le mouvement s'est toujours concrétisée en taillant la route ; et il n'est pas prêt de lâcher le guidon. ●

land
12.07.2024

Bijan Kessler sur un BMX de sa fabrication



LE PRODUIT

Are we friends?

Antoine Lesch et Ted Ury sont de parfaits représentants de la « génération slash ». Celle qui ne se contente pas d'un boulot ou d'une fonction mais multiplie les casquettes, les initiatives et les propositions. Le premier a lancé sa marque de fringues,



Soin, alors qu'il n'avait pas encore vingt ans et continue son agence dans la communication et le design. Le second est comptable « avec un esprit entrepreneurial ». Ils se sont rencontrés aux scouts et ont continué à souder leur amitié autour de bières et de sorties. « On a eu envie de boire notre propre produit, un peu différent des bières classiques », expliquent-ils. L'année dernière, ils ont lancé leur bière, brassée à la Kantine à Dudelange, parce qu'ils voulaient une production cent pour cent luxembourgeoise. Ils la décrivent comme « une pils de caractère, proche d'une IPA avec un léger goût de citron et facile à boire ». Le nom est un

peu taquin, comme un jeu car ils se posent souvent la question de ce qui les lie comme amis. « C'est une phrase qui fait sourire. Quand on commande au serveur Are We Friends?, on peut commencer une conversation. C'est un brise-glace. » Ils ont déjà écoulé 15 000 de leur canettes au format 44 centilitres (« 33, c'est trop petit ») et sont distribués dans une quinzaine de bars de la Ville. Forts de ce succès, ils ont décidé de lancer un deuxième produit. Pas une autre bière qui concurrencerait la première, mais un *hard seltzer*, ce qui n'existe pas encore chez nous. Ces eaux gazeuses alcoolisées et aromatisées, connaissent un

succès fou aux États-Unis et en Grande-Bretagne, notamment parce qu'elles ne contiennent pas de sucres ajoutés. Le nom était tout trouvé : ¿Somos Amigos? Il est fabriqué avec une eau gazéifiée, fermentée avec de la levure et du sucre pour atteindre une teneur en alcool de 5,5 degrés. Ensuite du jus de fruit est ajouté, puis la boisson est filtrée. Deux versions sont proposées : au citron ou aux fruits rouges. Tout ça en biologique, produit au Luxembourg et vendu 3 euros. Les deux amis comptent bien continuer à développer d'autres produits : une autre bière, un autre parfum de *hard seltzer* à moins qu'ils s'orientent vers le sans alcool. FC

L'ENDROIT

Podenco Bodega

En 2015, Eduardo Ramos a ouvert le Bistró Podenco à Clausen, fermé depuis. Il y faisait découvrir à ses clients, des produits espagnols de qualité, des tapas qui n'étaient pas seulement des olives et des plats familiaux pleins de saveurs. Après un essai peu concluant à Remich, le voilà installé à Bertrange, non loin de la gare. La déco en paille et en jaune évoque le sud. La musique est évidemment espagnole, les serveurs aussi. On y déguste des charcuteries de Bellota affinées, des tapas

classiques (patatas bravas, croquettes de jambon, poulpe à la galicienne, filets d'anchois) ou plus rares (des anémones de mer frites au fort goût iodé, jamais goûtées ailleurs). Une belle liste de paellas est aussi proposée à partir de 30 euros, servies dans la traditionnelle poêle géante. On choisira entre le poulet, les crevettes, le poisson, les légumes ou un peu de tout dans la mixte. FC

